



**Programme des
Nations Unies pour
l'environnement**

Distr.
Restreinte

UNEP/OzL.Pro/ExCom/34/16
19 juin 2001



FRANCAIS
ORIGINAL: ANGLAIS

COMITÉ EXÉCUTIF DU
FONDS MULTILATÉRAL AUX FINS
D'APPLICATION DU PROTOCOLE DE MONTRÉAL
Trente-quatrième réunion
Montréal, 18-20 juillet 2001

**SITUATION DES PAYS VISÉS A L'ARTICLE 5
EN CE QUI CONCERNE LEUR CONFORMITÉ AUX MESURES INITIALES
DE CONTROLE PRÉVUES PAR LE PROTOCOLE DE MONTRÉAL**

Une mise à jour par le Secrétariat du Fonds
(Décision 32/76)

Sommaire

La partie I de ce document présente une analyse de la situation des pays visés à l'article 5 en ce qui concerne leur conformité aux mesures initiales de contrôle prévues par le Protocole de Montréal et une analyse des données sur la consommation de SAO, par secteur.

L'analyse de la situation en ce qui concerne la conformité consiste en une mise à jour des renseignements fournis en décembre 2000 dans le document UNEP/OzL.Pro/ExCom/32/38, Partie I. Le tableau suivant compare la situation de conformité (Section A) en juin 2001, date de rédaction du présent document, à celle de décembre 2000. Il ressort de ce tableau qu'un plus grand nombre de pays visés à l'article 5 semble se conformer au gel et aux réductions de 2005.

Substance	Données des pays		Gel				Réductions en 2005			
			En conformité		Pas en conformité		En conformité		Pas en conformité	
	juin 2001	déc 2000	juin 2001	déc 2000	juin 2001	déc 2000	juin 2001	déc 2000	juin 2001	déc. 2000
CFC	112	109	92	80	20	29	59	52	53	57
Halons *	57	54	41	37	16	17	40	35	17	19
Bromure de méthyle**	52	44	28	19	24	25	30	23	22	21

* Excluant la Chine et les pays qui ont déclaré une consommation nulle de 1995 à 2000.

** Excluant les pays qui ont déclaré une consommation nulle et qui avaient une référence de zéro.

La Section B présente les données sur la consommation de SAO, par secteur. 114 pays visés à l'article 5 ont présenté des données dans leurs rapports au Secrétariat au cours des cinq dernières années. 48 pays ont fourni des données pour l'an 2000.

D'après les dernières données provenant de 114 pays visés à l'article 5, la consommation globale de SAO s'élève à 172 241 tonnes PAOD dont 53 172 tonnes PAO devraient être éliminées par des projets approuvés mais pas encore mis en œuvre, ce qui laisse une consommation de 118 529 tonnes PAO. La consommation qui reste à éliminer se répartit ainsi entre les différents secteurs: réfrigération (35 %), mousses (16 %), solvants (12 %), agents de transformation (16 %), halons (12 %), fumigènes (6 %), aérosols (2 %) et tabac (1 %).

La Section C présente les recommandations du Secrétariat du Fonds.

La Partie II examine les effets de l'assistance du Fonds multilatéral dans les activités ne portant pas sur des investissements sur la mise en œuvre de la conformité au Protocole de Montréal dans les pays visés à l'article 5.

Introduction

1. Ce document comprend deux parties, préparées en réponse à la Décision 32/76. La Partie I présente la situation des pays visés à l'article 5 en ce qui concerne leur conformité aux mesures initiales de contrôle prévues par le Protocole de Montréal et une analyse des données sur la consommation de SAO, par secteur. La Partie I comprend trois sections. A - Analyse de la situation de conformité, B - Données sur la consommation sectorielle de SAO avec la mise en œuvre des programmes de pays et C - Recommandations.

- La Section A est préparée en réponse à la décision 32/76 (b) qui demandait au Secrétariat de préparer une mise à jour annuelle sur la situation des pays visés à l'article 5 en ce qui concerne leur conformité aux mesures de contrôle prévues par le Protocole de Montréal, contenues dans la Partie I du document UNEP/OzL.Pro/ExCom/33/38.
- La Section B contient une analyse des données sur la consommation de SAO par secteur, présentée au Comité exécutif par les pays visés à l'article 5 en lien avec la mise en œuvre de leurs programmes de pays.
- La Section C conclut la Partie I de ce document par la présentation des recommandations du Secrétariat du Fonds.

2. La Partie II de ce document porte sur le reste de la décision 32/76.

PARTIE I

SECTION A: ANALYSE DE LA SITUATION DE CONFORMITÉ

3. La Section A présente une discussion sur la méthodologie adoptée pour les analyses de conformité en ce qui concerne les CFC, les halons, le bromure de méthyle, le tétrachlorure de carbone et le chloroforme de méthyle. Cette analyse de la situation de conformité suppose que les dernières données fournies sur la consommation ont tenu compte de l'élimination dans des projets achevés et approuvés par le Comité exécutif. Jusqu'en décembre 2000, 136 433 tonnes PAO, incluant 12 311 tonnes PAO de CFC et 24 735 tonnes PAO de halons, ont été éliminées par des projets approuvés d'une valeur de 515 millions de \$US, excluant les frais d'agence.

METHODOLOGIE

4. La méthodologie employée comportait les étapes suivantes:

- (a) Recueil et vérification des données;
- (b) traitement des données;
- (c) insuffisances des données; et,
- (d) analyse des données.

Recueil et vérification des données

5. Neuf pays visés à l'article 5 ont fourni des données complètes pour 2000 au Secrétariat de l'ozone, conformément à l'article 7 du 9 avril 2001. De plus, 42 pays ont transmis leurs données pour 2000 au Secrétariat du Fonds dans le cadre des rapports annuels requis par le Comité exécutif sur la mise en œuvre des programmes de pays (Décision 17/34). Parmi les 63 pays restants, les dernières données disponibles sur la consommation dataient de 1999 pour 47 pays, de 1998 pour 15 pays et de 1997 pour un pays.

6. Les données sur la situation de la mise en œuvre de l'ensemble de toutes les activités et des projets approuvés par le Comité exécutif jusqu'à fin 2000 ont été communiquées par les agences d'exécution et les agences bilatérales dans leurs rapports annuels de situation remis à la 34e réunion.

7. Les données relatives aux approbations éventuelles au cours de l'année 2001 sont tirées de l'ébauche de Plan d'activités du Fonds multilatéral pour 2001.

Irrégularités dans les données

8. Le Maroc a indiqué, conformément à l'article 7, une consommation nulle pour 1999 bien qu'il ait rapporté une consommation de 973 tonnes PAO en 1998. Le Liban a indiqué dans son rapport sur la mise en œuvre de son programme de pays une consommation nulle puisqu'il n'a fait aucune importation en 2000 et que sa consommation provient de l'accumulation. En Inde, la référence pour le bromure de méthyle est négative conformément aux données de l'article 7.

Traitement des données

9. Le Secrétariat du Fonds a introduit ces données dans sa base de données.

10. Les entrées dans la base de données ont été organisées pour chaque substance réglementée dans une matrice où chaque rangée représente un pays visé à l'article 5 dont les données communiquées et calculées sont analysées dans les colonnes de la matrice.

11. Ainsi, chaque matrice comprend plusieurs colonnes numérotées: six représentent des données fixes (communiquées), y compris celles de l'année de référence pour la conformité au gel et aux 50 pour cent de réduction dans les CFC; les dernières données de consommation; les données sur les SAO à éliminer dans le cadre de projets approuvés mais non mis en œuvre, d'après les dates d'achèvement des projets approuvés, d'après les projets inclus dans les plans d'activités pour 2001; et si le pays met en œuvre un PGF visant les CFC, un projet de stockage pour les halons, et s'il reçoit de l'assistance pour des activités dans le domaine du bromure de méthyle. Les autres colonnes représentent les données calculées se rapportant à la situation de conformité du pays par rapport aux exigences relatives au gel et aux évaluations des besoins d'élimination des SAO pour assurer leur conformité à l'objectif du gel et à l'objectif subséquent de la réduction.

Insuffisances des données

12. Les données communiquées par les Parties souffraient des insuffisances suivantes:
- (a) La période de 12 mois pour déterminer la conformité à l'exigence du gel des CFC ne correspond pas à une année civile puisque la période commence le 1er juillet 1999 et se termine le 30 juin 2000, alors que les données officielles de l'article 7 pour l'année 2000 sont disponibles en septembre 2001;
 - (b) La dernière consommation (allant de celle de 1997 à celle de 2000) est communiquée selon la définition du terme consommation dans le Protocole de Montréal (consommation = production + importations – exportations) ce qui peut comprendre l'usage effectif et les quantités accumulées. Ces dernières quantités sont cruciales quand un pays n'est pas en conformité parce que les quantités accumulées peuvent faire la différence entre la conformité et la non-conformité.
 - (c) Les pays peuvent changer les données communiquées au cours des années précédentes, ce qui peut avoir une incidence sur l'année de référence pour la conformité et/ou le niveau de consommation le plus récent;

Analyse des données

13. L'analyse n'a pas été réalisée pour 13 pays, soit à cause de l'insuffisance des données ou parce que certains pays avaient été priés de ne pas rechercher l'assistance du Fonds multilatéral.

14. L'analyse n'a pas été réalisée pour le secteur de la production parce que le Comité exécutif a établi un processus pour les projets de ce secteur. Sur les sept pays visés à l'article 5 ayant des installations de production de CFC, seuls les Gouvernements de la Chine et de l'Inde qui ont mis en place des mécanismes pour réaliser des réductions conformément à un calendrier ont entamé le processus. Les autres pays sont l'Argentine, la RPD de Corée, le Mexique, la Roumanie et le Venezuela. Pour la production de halons, la Chine a mis en place un mécanisme.

15. L'analyse des données a été effectuée dans le cadre limitatif suivant:
- (a) La consommation en 2000 devrait être la même que celle de la dernière année de consommation disponible pour évaluer la conformité potentielle;
 - (b) La quantité de SAO à éliminer par des projets approuvés à la 33e réunion mais non mis en œuvre;
 - (c) Les SAO éliminées par des projets approuvés ont été pris en compte dans les dernières données communiquées;
 - (d) La consommation de SAO au-delà de 2000 ne devrait pas augmenter.

16. Dans ces conditions limitatives et sur la base des informations recueillies, le Secrétariat a préparé trois profils de conformité pour chaque pays visé à l'article 5, un pour les CFC, un pour les halons et un troisième pour le bromure de méthyle. Les profils figurent aux Annexes I à III de la Partie I de ce document.

(a) Gel des CFC:

- (i) La quantité de CFC en tonnes PAO représentant l'année de référence du pays (colonne 1) a été soustraite de la dernière consommation de CFC du pays (colonne 2). Le résultat paraît pour chaque pays dans la colonne 3 de la matrice où la valeur zéro indique que le pays concerné devrait être en conformité alors que les valeurs autres que zéro indiquent la quantité à éliminer pour que ce pays soit en conformité;
- (ii) Les PAO approuvés pour l'élimination mais pas encore mis en œuvre qui figurent à la colonne 4 pour les pays concernés ont été soustraits de la colonne 3. Les résultats figurent dans la colonne 6 et une valeur de zéro indique que le pays atteindra la conformité. Les autres valeurs représentent les quantités annuelles futures de CFC qu'il y a lieu d'éliminer de manière permanente, soit par de nouvelles approbations du Comité exécutif, soit par des mesures à prendre par le pays concerné pour réduire sa consommation.

(b) 50 pour cent de réduction dans les CFC:

- (i) La quantité à éliminer dans le cadre de projets approuvés mais non mis en œuvre (colonne 4) a été soustraite de la dernière consommation (colonne 2) et le résultat figure à la colonne 9. (Une valeur négative indique que le montant de PAO à éliminer dans le cadre de projets non mis en œuvre sera supérieur à la dernière consommation communiquée, d'une valeur correspondant au montant négatif inscrit dans la colonne 9.)
- (ii) La quantité indiquée à la colonne 9 a été comparée à un montant qui représente 50 pour cent de l'année de référence (colonne 8) et le résultat figure à la colonne 10. Une valeur positive dans la colonne 10 correspond au montant additionnel qu'il faudra éliminer pour atteindre la réduction de 50 pour cent. Une valeur négative correspond au montant par lequel le pays aura dépassé son objectif de réduction de 50 pour cent.
- (iii) Tel que mentionné ci-dessus, la colonne 7 indique la quantité de PAO éliminée suite à l'approbation des projets inclus dans le plan d'activités pour 2001. Les quantités éliminées à travers des projets inclus dans le plan d'activités pour 2001 pourraient aussi avoir une incidence sur la capacité d'un pays à atteindre ses objectifs de réduction de 50 pour cent en 2005.

- (iv) La colonne 11 fournit des renseignements sur l'approbation éventuelle d'un PGF, par le Comité exécutif, pour le pays concerné; ce qui peut aussi avoir une incidence sur la capacité du pays à respecter ses obligations.

(c) Halons:

17. Une analyse similaire a été entreprise pour déterminer les profils potentiels des pays visés à l'article 5 en ce qui concerne le gel en 2002 et la réduction de 50 pour cent en 2005. Dans le cas des halons, la colonne 11 indique l'approbation éventuelle d'un projet de stockage de halons. La colonne 12 indique si des activités concernant les halons ont été approuvées dans le pays visé.

(d) Bromure de méthyle:

18. Le même exercice a été fait pour le bromure de méthyle en ce qui concerne le gel en 2002 et une réduction de 20 pour cent en 2005. La colonne 11 indique si des activités concernant le bromure de méthyle ont été approuvées pour le pays en question.

ANALYSE DE LA CONFORMITÉ EN MATIÈRE DE CFC (Annexe I)

19. Les conclusions et les observations de l'analyse sur les objectifs de gel et de réduction de 50 pour cent des CFC sont présentées dans cette section.

Conclusions

Conformité au gel requis pour les CFC

20. L'analyse a révélé que les pays pouvaient être regroupés en trois grandes catégories.

(a) Pays qui devraient être en conformité

21. Cette catégorie compte 92 pays (par rapport à 80 dans l'analyse de décembre 2000 et 64 dans celle de juillet) qui peuvent être considérés comme étant désormais en conformité, d'après les dernières données communiquées sur leur consommation. La dernière consommation combinée de ces pays qui s'élève à 96 225 tonnes PAO a diminué de 46 620 tonnes PAO par rapport à celle de l'année de référence qui était de 142 845 tonnes PAO. Soixante-trois de ces pays ont une consommation de faible volume. 37 pays sur les 63 ont reçu l'appui du Fonds multilatéral pour des PGF. Les sept pays suivants ont communiqué leurs données officielles pour 2000, conformément à l'article 7, qui indiquent qu'ils sont en conformité: Burkina Faso, Burundi, Gambie, Guyane, Macédoine, Panama et Sénégal. De plus, la République populaire démocratique du Laos a indiqué, conformément à l'article 7, qu'elle avait une consommation nulle mais elle n'a pas communiqué la consommation de l'année de référence.

(b) Pays qui pourraient atteindre la conformité après l'an 2000

22. Cette catégorie compte six pays dont quatre pays à faible volume de consommation qui pourraient atteindre la conformité, si les projets approuvés pour ces pays sont mis en œuvre d'ici cette date. Ces projets représentent une élimination future de 1 511 tonnes PAO.

(c) Pays qui pourraient ne pas atteindre la conformité

23. Cette catégorie compte quatorze pays dont dix pays à faible volume de consommation. D'après leurs dernières données de consommation, ces pays pourraient avoir besoin de mesures supplémentaires pour atteindre la conformité. Le Comité exécutif a approuvé des PGF pour tous ces pays sauf Oman, la Papouasie-Nouvelle Guinée et le Yémen où des PGF sont en cours de préparation. Le PGF pour Oman sera déposé à la 34e réunion. Des mesures supplémentaires pourraient s'avérer nécessaires pour éliminer un total de 747 tonnes PAO afin d'amener ces pays à la conformité. Le dépôt, l'approbation et la mise en œuvre des projets inclus dans les plans d'activités pour 2001 devraient permettre à deux de ces pays (Mongolie et Yémen) de respecter le gel, à l'avenir. La Mongolie a déjà indiqué, conformément à l'article 7, que sa consommation de 13,9 tonnes en 2000 dépasse le niveau de son année de référence (10,6 tonnes).

Réalisation de l'objectif de réduction de 50 pour cent en 2005

24. L'analyse a révélé que les pays pouvaient être groupés en deux catégories.

(a) Pays pouvant parvenir à la conformité avant 2005

25. Cette catégorie inclut les pays qui pourraient se conformer à la réduction de 50 pour cent avant 2005, d'après les dernières données de consommation communiquées, à condition que les projets approuvés pour ces pays soient mis en œuvre. Cette catégorie compte 59 pays dont 37 pays à faible volume de consommation, par rapport aux 52 pays dont 30 pays à faible volume de consommation dont faisait état l'analyse effectuée en décembre 2000.

(b) Pays qui pourraient avoir besoin de mesures additionnelles pour atteindre la conformité d'ici 2005

26. Cette catégorie compte 53 pays dont 40 pays à faible volume de consommation qui pourraient avoir besoin d'une élimination supplémentaire de 6 081 tonnes PAO avant 2005 pour être en conformité avec l'objectif de réduction de 50 pour cent. Sur ces 53 pays, 20 ont des projets inscrits dans les plans d'activités pour 2000 qui élimineront 2 110 tonnes PAO.

27. Pour ces 53 pays, le Comité exécutif a approuvé 27 PGF dans des pays à faible volume de consommation et 7 PGF dans des pays non-PFV.

Observations

28. Pour les 14 pays qui risquent de ne pas pouvoir respecter l'obligation de gel, une mise en œuvre vigoureuse des onze PGF approuvés est nécessaire.

29. Il faut agir immédiatement afin de terminer la préparation des PGF pour la Papouasie-Nouvelle Guinée (qui fait partie du groupe stratégique des pays-îles du Pacifique) et le Yémen.

30. Il convient de maintenir le rythme, d'encourager l'élimination de SAO à travers des projets mis en œuvre et de procéder à la mise en place vigoureuse des PGF, des plans d'activités et de mesures supplémentaires au niveau des gouvernements et du Fonds multilatéral afin que les 52 pays atteignent leurs objectifs de réduction de 50 pour cent d'ici 2005.

31. La consommation a augmenté dans treize pays, par rapport aux données de l'analyse présentée en décembre 2000. La consommation a augmenté de moins de 6 tonnes dans les pays suivants: République centrafricaine, Colombie, Congo, Maldives, Maurice, Namibie et Sri Lanka. Dans ces autres pays, elle a augmenté selon les chiffres indiqués, par ordre décroissant: Inde (2953 tonnes PAO), Pakistan (226 tonnes PAO), Mexique (222 tonnes PAO), Gabon (220 tonnes PAO), Pérou (51 tonnes PAO) et Croatie (30 tonnes PAO). Les données sur la consommation en Inde ont augmenté principalement à cause des importations supplémentaires de CFC, mélangés à des polyols, comptabilisés dans les dernières données de consommation communiquées. Dans les cas suivants, la consommation a augmenté de 1999 à 2000, en dépit de l'élimination à travers des projets approuvés en 1999: Colombie (202 tonnes PAO), Mexico (230 tonnes PAO), Pérou (76 tonnes PAO) et Sri Lanka (44 tonnes PAO).

32. Le Comité exécutif pourrait demander aux pays des explications sur l'augmentation de consommation entre 1999 et 2000, en dépit de l'élimination supplémentaire dans le cadre de projets approuvés qui se sont achevés en 1999.

ANALYSE DE LA CONFORMITÉ EN MATIÈRE DE HALONS (Annexe II)

33. Cette section présente une analyse de la conformité aux mesures de contrôle des halons, sauf pour la Chine qui devrait remplir ses obligations aux termes d'un accord conclu avec le Comité exécutif.

Insuffisances additionnelles en matière de données

- (a) 54 pays avaient un niveau de consommation zéro de 1995 à 2000.
- (b) 13 pays n'ont pas communiqué leur consommation pour l'année de référence, ni leurs dernières données de consommation.

Conclusions

Réalisation du gel en matière de halons

34. Compte tenu du fait que le gel commence en 2002, les indications de l'analyse suggèrent ce qui suit:

- (a) Pays qui semblent être en conformité

35. Sur les 57 pays qui consomment des halons, 41 pays (par rapport à 37 pays dans l'analyse de décembre) pourraient être considérés comme étant désormais en conformité, d'après les dernières données communiquées sur la consommation, à condition que ce niveau n'augmente pas. La consommation combinée de ces pays qui, selon les dernières données, s'élevait à 2 897 tonnes PAO, a diminué de 1 550 tonnes PAO par rapport à celle de l'année de référence pour le gel qui était de 4 447 tonnes PAO. Vingt-quatre de ces pays ont une consommation de faible volume. Parmi ces 41 pays, douze ont reçu le soutien du Fonds multilatéral dont six pour le stockage des halons. D'après les données officielles communiquées pour l'an 2000, conformément à l'article 7, le Burkina Faso et la Macédoine devraient parvenir à la conformité d'ici 2002, à condition de maintenir les niveaux actuels de consommation d'ici là.

- (b) Pays qui pourraient atteindre la conformité par la mise en œuvre des projets approuvés

36. Trois pays pourraient atteindre la conformité si les projets approuvés pour ces pays sont mis en œuvre d'ici cette échéance. Ces projets représentent une élimination future de 2 893 tonnes PAO.

- (c) Pays qui pourraient avoir besoin de mesures additionnelles pour atteindre la conformité

37. Treize pays pourraient avoir besoin de mesures additionnelles pour être en conformité avec l'objectif de gel. Ces pays devront éliminer un total de 392 tonnes PAO pour être en conformité en 2002. Trois de ces pays (Mexique, Vietnam et Yougoslavie) ont déjà reçu le soutien du Fonds pour des activités concernant les halons et les plans d'activités pour 2001 incluent des activités pour deux d'entre eux. Conformément à l'article 7, la Guyane a indiqué que sa consommation de halons en 2000 (0,2 tonnes PAO) dépassait la consommation de son année de référence (0,1 tonnes PAO). Par ailleurs, les pays suivants pourraient devoir prendre des mesures supplémentaires pour parvenir au gel: Cameroun, Congo, Chypre, République dominicaine, Guyane, Nigeria, Pakistan, Qatar, Tanzanie et Yémen.

Réalisation de l'objectif de réduction de 50 pour cent en 2005

38. En admettant que la dernière consommation indiquée n'augmentera pas et que tous les projets approuvés seront mis en œuvre avant 2005, l'analyse indique les perspectives suivantes quant à la possibilité d'être en conformité avec l'objectif de réduction de 50 pour cent:

- (a) Quarante pays pourraient être en conformité avec la réduction de 50 pour cent avant 2005, d'après les dernières données communiquées sur leur consommation, à condition que les projets approuvés soient mis en œuvre. Ce groupe de pays comprend 24 pays à faible volume de consommation.
- (b) Dix-sept pays dont 5 pays avec un faible volume de consommation pourraient devoir éliminer une quantité supplémentaire de 1 897 tonnes PAO avant 2005 pour se trouver en conformité avec les objectifs de réduction de 50 pour cent. Six de ces 17 pays ont reçu l'appui du Fonds multilatéral pour les activités concernant les halons, y compris

le stockage des halons, pour deux d'entre eux. Le dépôt, l'approbation et la mise en œuvre des projets inclus dans les plans d'activités pour 2001 pourraient permettre à deux de ces pays de réaliser leurs objectifs de réduction de 50 pour cent.

Observations

39. Il semble qu'il y ait lieu de prendre des mesures immédiates afin de permettre aux pays suivants de parvenir au gel des halons: Cameroun, Congo, Chypre, République dominicaine, Guyane, Nigeria, Pakistan, Qatar, Tanzanie et Yémen.

40. Dans trois autres pays (Égypte, Inde et Thaïlande), il faut mettre en œuvre les projets approuvés plus rapidement que prévus, si l'on veut écarter la perspective d'un retard quant au respect des obligations concernant le gel des halons.

41. Il y a lieu de maintenir le rythme, de mettre vigoureusement en œuvre le stockage des halons et les plans d'activités ; les gouvernements ainsi que le Fonds multilatéral doivent prendre les mesures nécessaires pour permettre à seize pays de respecter leurs objectifs de réduction de 50 pour cent d'ici 2005.

42. Les pays suivants ont indiqué que leur consommation de halons avait augmenté, selon les montants suivants, pour la période 1999-2000: Congo (3 tonnes PAO), Égypte (50 tonnes PAO) et Mexique (89 tonnes PAO). Le Qatar a signalé que sa consommation de halons avait augmenté de 14,5 tonnes PAO entre 1998 et 2000 et l'Inde a indiqué que sa consommation de halons avait augmenté de 385,8 tonnes PAO.

ANALYSE DE LA CONFORMITÉ EN MATIÈRE DE BROMURE DE MÉTHYLE (Annexe III)

43. Cette section présente l'analyse de la conformité aux mesures de contrôle du bromure de méthyle. Il convient de souligner que toutes les données communiquées et utilisées dans cette analyse ont strictement trait aux utilisations réglementées.

Conditions limitatives supplémentaires

- (a) Sur les 82 pays visés à l'article 5 qui ont ratifié l'Amendement de Copenhague, 70 ont communiqué des données complètes, y compris le niveau de référence. Sur ces 70 pays, 18 ont indiqué une quantité zéro pour l'année de référence et pour les dernières données de consommation. C'est pourquoi, seuls 52 pays sont inclus dans cette analyse.
- (b) Seize projets d'élimination ont été approuvés dans 14 pays visés à l'article 5. Il s'agit notamment de projets qui mèneront à une élimination complète du bromure de méthyle dans cinq pays visés à l'article 5.

Conclusions

44. Les pays ont été regroupés en trois catégories aux fins de cette analyse: ceux qui ont ratifié l'Amendement de Copenhague et fourni des données complètes, ceux qui ont ratifié l'Amendement de Copenhague mais n'ont pas fourni suffisamment de données pour l'analyse et ceux qui n'ont pas ratifié l'Amendement de Copenhague.

Réalisation du gel en matière de bromure de méthyle

45. Compte tenu du fait que le gel commence en 2002, les indications tirées de l'analyse suggèrent ce qui suit:

(a) Pays qui ont ratifié l'Amendement de Copenhague

46. Sur les 52 pays qui ont ratifié l'Amendement de Copenhague et fourni des données, 28 peuvent être considérés comme étant désormais en conformité, d'après les dernières données de consommation communiquées, à condition que ce niveau de consommation n'augmente pas. Parmi ces 28 pays, 21 ont reçu de l'aide du Fonds multilatéral pour des activités concernant le bromure de méthyle.

47. Quatre pays pourraient atteindre la conformité à condition que les projets approuvés soient mis en œuvre à temps. Ces projets visent l'élimination future de 517 tonnes PAO.

48. Les 20 autres pays pourraient ne pas réaliser l'objectif du gel d'ici 2002. Ces pays devraient éliminer un total de 446 tonnes PAO pour atteindre l'objectif de gel en 2002. Le Fonds multilatéral a financé des projets de bromure de méthyle et d'autres activités dans 13 de ces pays. Quatre pays qui ont reçu de l'aide dans le passé, se verront attribuer, dans le cadre des plans d'activités pour 2001, des projets qui devraient leur permettre de respecter le gel, à condition qu'ils soient approuvés et mis en œuvre à temps.

(b) Pays qui n'ont pas ratifié l'Amendement de Copenhague

49. Sur les 43 pays visés à l'article 5 qui n'ont pas ratifié l'Amendement de Copenhague, 26 ont communiqué des données indiquant que 8 d'entre eux peuvent être considérés comme étant désormais en conformité, d'après les dernières données de consommation communiquées, à condition que le niveau de consommation n'augmente pas.

50. Le Fonds multilatéral a apporté son assistance à 9 de ces 43 pays.

Réalisation de l'objectif d'une réduction de 20 pour cent en 2005

51. En supposant que la dernière consommation signalée n'augmentera pas et que tous les projets approuvés seront mis en œuvre avant 2005, l'analyse indique les perspectives suivantes en ce qui concerne la réalisation éventuelle de l'objectif d'une réduction de 20 pour cent:

(a) Trente des 52 pays qui ont fourni des données et ratifié l'Amendement de Copenhague pourraient respecter la réduction de 20 pour cent avant 2005, d'après

les dernières données de consommation communiquées et à condition que les projets approuvés soient mis en œuvre.

- (b) Les 22 autres pays pourraient devoir procéder à une élimination additionnelle de 896 tonnes PAO d'ici 2005 afin de respecter leurs objectifs de réduction de 20 pour cent. Sur ces 22 pays, 14 ont reçu l'appui du Fonds multilatéral pour des activités concernant le bromure de méthyle. Les plans d'activités pour 2001 incluent des projets pour 4 de ces 22 pays. L'approbation et la mise en œuvre rapide de ces projets serait suffisante pour permettre à deux de ces quatre pays de réaliser leurs objectifs de réduction de 20 pour cent.
- (c) Sur les 26 pays qui n'ont pas ratifié l'Amendement de Copenhague, 7 pourraient atteindre une réduction de 20 pour cent avant 2005, d'après les dernières données de consommation indiquées. Sur ces 7 pays, 4 ont reçu l'appui du Fonds multilatéral.

Observations

52. Il semble que des mesures immédiates s'imposent pour permettre à 19 pays de respecter leurs obligations de gel en matière de bromure de méthyle en 2002.

53. Pour 4 autres pays (Argentine, Cuba, Macédoine et Malawi), les projets approuvés doivent être mis en œuvre plus rapidement que prévu, si l'on veut écarter la perspective d'un retard dans le respect des obligations de gel en matière de bromure de méthyle.

54. Les pays qui ont ratifié l'Amendement de Copenhague devraient transmettre des données, conformément à l'article 7.

55. Les Parties qui n'ont pas ratifié l'Amendement de Copenhague devraient être encouragées à le faire et à transmettre des données complètes, conformément à l'article 7.

56. Étant donné que le gel est prévu en 2002 et que l'achèvement des projets mis en œuvre dans ce secteur peut prendre jusqu'à quatre ans, il est urgent que toutes les parties concernées prennent des mesures afin que le plus grand nombre possible de pays soient en mesure d'atteindre la conformité et de la maintenir.

57. La consommation de bromure de méthyle, par rapport aux données contenues dans l'analyse de décembre 2000, a augmenté dans 17 pays. L'augmentation était inférieure à 4 tonnes dans les pays suivants: Bahreïn, Congo, Salvador, Fidji, Inde, Sri Lanka, Swaziland, Tunisie et Uruguay. Dans ces autres pays, elle a augmenté des montants indiqués, par ordre décroissant: Mexique (243 tonnes PAO), Honduras (86 tonnes PAO), Malaisie (61 tonnes PAO), Pérou (26 tonnes PAO), Argentine (25 tonnes PAO), Jordanie (17 tonnes PAO), Syrie (23 tonnes PAO) et Egypte (11 tonnes PAO).

NOTE: Des représentations graphique de l'analyse concernant les CFC, les halons et le bromure de méthyle sont accessibles sur le site Web du Secrétariat du Fonds, www.unmfs.org.

TETRACHLORURE DE CARBONE (CTC) ET CHLOROFORME DE MÉTHYLE (TCA)

58. Dans le cas du CTC et du TCA, il n'a pas été possible d'effectuer une analyse semblable à celle des CFC, des halons et du bromure de méthyle, pour les raisons suivantes:

- (a) L'année de référence pour la conformité aux mesures de contrôle applicables au CTC et au TCA (moyenne de 1998-2000) ne sera établie qu'au cours de 2001;
- (b) La plupart des pays visés à l'article 5 ont indiqué une consommation de CTC nulle. Toutefois, 43 pays visés à l'article 5 ont fourni des chiffres sur leur consommation de CTC. Quatre de ces pays n'ont pas ratifié l'Amendement de Londres;
- (c) La consommation signalée de CTC ne fait pas la distinction entre les différentes utilisations, à savoir les solvants, les agents de traitement et les agents d'alimentation (par exemple, la Chine a signalé que sa consommation de CTC en 1998 dépassait 85 000 tonnes PAO tonnes mais, dans son rapport au Secrétariat du Fonds, elle a indiqué une consommation de 110 tonnes PAO);
- (d) La plupart des pays visés à l'article 5 ont indiqué une consommation de TCA nulle. Toutefois, 34 pays visés à l'article 5 ont fourni des chiffres sur leur consommation de TCA. Quatre de ces pays n'ont pas ratifié l'Amendement de Londres.

59. En date de juin 2001, le Comité exécutif a approuvé des projets pour l'élimination de 957 tonnes PAO de CTC et 605 tonnes PAO de TCA pour une consommation totale déclarée de quelques 26 909 tonnes PAO de CTC et d'environ 1 594 tonnes PAO de TCA.

60. Les pays visés à l'article 5 qui ont ratifié l'Amendement de Londres sont tenus de réduire leur consommation de 85 pour cent d'ici le 1er janvier 2005.

61. La Banque mondiale a inclus 2 projets de fin de production de CTC (un en Chine et un en Inde) et 1 projet de fin de production de TCA (Chine) dans son plan d'activités pour 2001.

62. La consommation de TCA doit être gelée le 1er janvier 2003 au niveau de la moyenne de 1998-2000 et elle doit être réduite de 30 pour cent par rapport à ce niveau de référence d'ici le 1er janvier 2005 pour tous les pays visés à l'article 5.

63. Les pays visés à l'article 5 devraient être encouragés à :

- (a) Communiquer en 2001, sans tarder, les données complètes sur leur consommation de CTC et TCA pour permettre l'établissement de leurs niveaux de référence pour la conformité concernant ces deux substances;
- (b) Ventiler leur consommation de CTC entre solvants, agents de transformation et agents d'alimentation;

- (c) Prendre rapidement des mesures pour contrôler leurs consommations de CTC et de TCA, y compris l'identification de projets d'investissement possibles qui pourraient être inclus dans les plans d'activités des agences d'exécution et des agences bilatérales pour 2002;
- (d) Ratifier l'Amendement de Londres, pour les pays qui ne l'ont pas encore fait.

SECTION B: DONNÉES SUR LA CONSOMMATION DE SAO, PAR SECTEUR, DANS LA MISE EN OEUVRE DES PROGRAMMES DE PAYS

64. Les données sur la consommation de SAO, par secteur, sont présentées chaque année au Comité exécutif par les pays visés à l'article 5, conformément aux décisions prises aux 11e, 13e, 22e, 28e, 29e et 30e réunions du Comité exécutif.

65. Quarante-huit pays ont transmis au Secrétariat leurs rapports sur la mise en œuvre des programmes de pays pour 2000. Le Secrétariat a compilé ces données selon le format requis et a repris les données des rapports précédents pour les pays qui n'ont pas transmis de données pour 2000. Les données proviennent ainsi de 28 rapports de 1999, 35 de 1998, 2 de 1997 et un de 1996, pour un total de 114 pays.

66. Ces données sont disponibles en format Excel 97 sur le site Web du Secrétariat du Fonds, www.unmfs.org.

67. Bien que les données de consommation proviennent d'années différentes et qu'elles ne correspondent pas forcément aux données communiquées conformément à l'article 7, ces données représentent l'évaluation sectorielle la plus récente, par pays et à l'échelle mondiale. Elles devraient aider les pays visés à l'article 5 concernés et le Comité exécutif qui tentent d'évaluer les montants qui restent à éliminer dans chaque secteur.

68. Le Tableau 2 résume, par secteur, la consommation totale résiduelle de SAO à éliminer, après avoir tenu compte des projets approuvés mais non mis en œuvre. Il indique aussi la consommation totale, les quantités éliminées à travers des projets approuvés mais non mis en œuvre et le pourcentage qui reste à éliminer dans chaque secteur. Il en ressort que les deux secteurs les plus importants sont ceux de la réfrigération et des mousses, deux secteurs qui ensemble représentent 51 pour cent de la consommation résiduelle à éliminer. Il fait aussi ressortir qu'un montant additionnel de 30 pour cent de la consommation résiduelle totale se trouve dans les secteurs des solvants et des agents de transformation.

Tableau 2

CONSOMMATION TOTALE RESIDUELLE DE SAO, PAR SECTEUR

Secteur	Consommation totale	Total approuvé mais non mis en œuvre	Montant résiduel	Pourcentage
Aérosols	5 399	3 155	2 244	2 %
Mousses	43 489	24 370	19 119	16 %
Solvants	15 548	1 513	14 035	12 %
Réfrigération	54 732	13 017	41 715	35 %
Halons	23 358	9 664	13 694	12 %
Fumigènes	8 489	1 282	7 207	6 %
Agents de transformation	20 099	621	19 478	16 %
Tabac	1 037	90	947	1 %
Stérilisants	90	0	90	0 %
Total	172 241	53 712	118 529	100 %

69. Le Comité exécutif pourrait demander aux agences d'exécution et aux agences bilatérales de tenir compte de l'analyse sectorielle contenue dans ce rapport pour planifier leurs activités dans les ébauches de leurs plans d'activités pour 2002.

SECTION C: RECOMMANDATIONS

Le Secrétariat du Fonds recommande au Comité exécutif de:

1. Demander aux pays suivants des explications sur l'augmentation de leur consommation entre 1999 et 2000, en dépit de l'élimination supplémentaire réalisée à travers des projets approuvés et achevés en 1999: Colombie, Mexique, Pérou et Sri Lanka;
2. Demander aux agences d'exécution et aux agences bilatérales de tenir compte de l'analyse sectorielle contenue dans ce rapport pour planifier leurs activités dans les ébauches de leurs plans d'activités pour 2002.

Annexe I

ANALYSE DES CFC

Column Number	Region	Status	Latest Consumption		(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)
Country			Year	Source	CFC baseline (1995-1997)	Latest consumption	Amount needed to meet the freeze	Phase-out approved but not yet implemented (as of June 2001)	Date for completion of approved projects	Future phase-out needed to meet the freeze	ODS phase-out in Final 2001 business plan	50% CFC reduction	Balance from approved projects	Additional phase-out needed to meet 50% CFC reduction	RMP approved
							(2) - (1)			(3)-(4)		(1)*.50	(2)-(4)	(9) - (8)	
Countries that appear to be in compliance with the freeze															
Algeria	AFR	Non-LVC	2000	CP	2,119.5	1,474.6	0.0	618.4	100% by 2003	0.0		1,059.8	856.2	-203.6	No
Antigua and Barbuda	LAC	LVC	1999	A7	10.7	-2.0	0.0	1.0	100% by 2001	0.0		5.4	-3.0	-8.4	No
Argentina	LAC	Non-LVC	2000	CP	4,697.2	2,391.6	0.0	1,204.7	100% by 2004	0.0	163.0	2,348.6	1,186.9	-1,161.7	Yes
Bahamas	LAC	LVC	1998	A7	64.9	54.6	0.0	12.6	100% by 2000	0.0		32.5	42.0	9.6	No
Bahrain	ASP	LVC	2000	CP	135.4	112.8	0.0	17.0	100% by 2002	0.0	15.0	67.7	95.8	28.1	No
Barbados	LAC	LVC	1999	A7	21.5	16.5	0.0	0.0	N/A	0.0		10.8	16.5	5.8	Yes
Benin	AFR	LVC	1999	A7	59.9	56.6	0.0	27.3	100% by 2003	0.0		30.0	29.3	-0.6	Yes
Bolivia	LAC	LVC	1999	A7	90.4	61.9	0.0	18.8	100% by 2003	0.0	30.0	45.2	43.1	-2.1	No
Bostwana	AFR	LVC	2000	CP	6.8	2.5	0.0	1.5	100% by 2001	0.0		3.4	1.0	-2.4	Yes
Brazil	LAC	Non-LVC	2000	CP	10,525.8	7,292.0	0.0	2,077.3	100% by 2004	0.0	1,155.0	5,262.9	5,214.7	-48.2	No
Brunei Darussalem	ASP	LVC	1999	A7	78.2	36.7	0.0	0.0	N/A	0.0		39.1	36.7	-2.4	Yes
Burkina Faso	AFR	LVC	2000	A7	36.3	25.4	0.0	3.0	100% by 2006	0.0		18.2	22.4	4.3	Yes
Burundi	AFR	LVC	2000	A7	59.0	53.8	0.0	5.4	100% by 2001	0.0	30.0	29.5	48.4	18.9	Yes
Central African Republic	AFR	LVC	2000	CP	11.3	4.3	0.0	4.1	100% by 2001	0.0		5.7	0.2	-5.5	Yes
Chile	LAC	Non-LVC	2000	CP	828.7	576.0	0.0	670.0	100% by 2002	0.0	22.0	414.4	-94.0	-508.4	No
China	ASP	Non-LVC	1999	A7	57,818.7	42,983.4	0.0	19,339.3	100% by 2004	0.0	3,674.0	28,909.4	23,644.1	-5,265.3	No
Colombia	LAC	Non-LVC	2000	CP	2,208.2	986.7	0.0	348.7	100% by 2004	0.0	130.0	1,104.1	638.0	-466.1	Yes
Comoros	AFR	LVC	1999	A7	2.5	2.5	0.0	0.0	N/A	0.0		1.3	2.5	1.3	No
Congo	AFR	LVC	2000	CP	11.9	11.2	0.0	19.2	100% by 2001	0.0	4.0	6.0	-8.1	-14.0	Yes
Congo, DR	AFR	Non-LVC	2000	CP	665.7	386.6	0.0	0.0	N/A	0.0	40.1	332.9	386.6	53.8	No
Costa Rica	LAC	LVC	2000	CP	250.2	105.9	0.0	23.2	100% by 2002	0.0		125.1	82.7	-42.4	Yes
Cote D'Ivoire	AFR	LVC	1999	A7	294.2	166.2	0.0	24.8	100% by 2002	0.0		147.1	141.4	-5.7	No
Croatia	EUR	LVC	2000	CP	219.3	171.2	0.0	15.0	100% by 2001	0.0		109.7	156.2	46.6	No
Cuba	LAC	Non-LVC	1999	A7	625.1	571.4	0.0	11.2	100% by 2001	0.0	25.0	312.6	560.2	247.7	Yes
Cyprus	EUR	LVC	1998	A7	149.5	81.0	0.0	0.0	N/A	0.0		74.8	81.0	6.3	Yes
Dominica	LAC	LVC	1999	A7	1.5	1.1	0.0	0.0	N/A	0.0		0.8	1.1	0.4	Yes

Column Number	Region	Status	Latest Consumption		(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)
Country			Year	Source	CFC baseline (1995-1997)	Latest consumption	Amount needed to meet the freeze	Phase-out approved but not yet implemented (as of June 2001)	Date for completion of approved projects	Future phase-out needed to meet the freeze	ODS phase-out in Final 2001 business plan	50% CFC reduction	Balance from approved projects	Additional phase-out needed to meet 50% CFC reduction	RMP approved
							(2) - (1)			(3)-(4)		(1)*.50	(2)-(4)	(9) - (8)	
Ecuador	LAC	LVC	1999	A7	301.4	153.0	0.0	76.1	100% by 2002	0.0		150.7	76.9	-73.8	No
Egypt	AFR	Non-LVC	2000	CP	1,668.0	1,267.0	0.0	482.4	100% by 2002	0.0		834.0	784.6	-49.4	No
El Salvador	LAC	LVC	2000	CP	306.6	99.1	0.0	36.3	100% by 2001	0.0		153.3	62.8	-90.5	Yes
Fiji	ASP	LVC	1999	A7	33.4	9.4	0.0	5.2	100% by 2002	0.0		16.7	4.2	-12.5	Yes
Gambia	AFR	LVC	2000	A7	23.8	6.1	0.0	0.0	N/A	0.0		11.9	6.1	-5.8	No
Georgia	EUR	LVC	2000	CP	22.5	21.5	0.0	3.7	100% by 2001	0.0	7.5	11.3	17.8	6.6	Yes
Grenada	LAC	LVC	1998	A7	6.0	3.8	0.0	1.2	100% by 2001	0.0		3.0	2.6	-0.4	Yes
Guatemala	LAC	LVC	1999	A7	224.6	191.1	0.0	0.0	N/A	0.0		112.3	191.1	78.8	Yes
Guinea	AFR	LVC	2000	CP	42.4	38.3	0.0	0.0	N/A	0.0		21.2	38.3	17.1	Yes
Guyana	LAC	LVC	2000	A7	53.2	24.4	0.0	13.7	100% by 2001	0.0		26.6	10.7	-15.9	Yes
Honduras	LAC	LVC	2000	CP	331.6	172.3	0.0	14.2	100% by 2003	0.0		165.8	158.1	-7.7	Yes
India	ASP	Non-LVC	2000	CP	6,681.0	5,614.3	0.0	3,628.3	100% by 2004	0.0	545.0	3,340.5	1,986.0	-1,354.5	No
Indonesia	ASP	Non-LVC	2000	CP	8,332.7	5,411.1	0.0	3,229.1	100% by 2003	0.0	103.0	4,166.4	2,182.0	-1,984.3	No
Iran	ASP	Non-LVC	2000	CP	4,571.7	4,162.5	0.0	1,083.5	100% by 2004	0.0	593.0	2,285.9	3,079.0	793.2	No
Jamaica	LAC	LVC	2000	CP	93.2	59.8	0.0	0.0	N/A	0.0		46.6	59.8	13.2	No
Jordan	ASP	Non-LVC	2000	CP	673.3	274.0	0.0	349.3	100% by 2003	0.0	62.0	336.7	-75.3	-412.0	Yes
Kiribati	ASP	LVC	1998	A7	0.7	0.5	0.0	0.0	N/A	0.0		0.4	0.5	0.2	Yes
Korea DPR	ASP	Non-LVC	2000	CP	441.7	77.0	0.0	0.0	N/A	0.0		220.9	77.0	-143.9	Yes
Kuwait	ASP	Non-LVC	1999	A7	480.4	450.0	0.0	0.0	N/A	0.0		240.2	450.0	209.8	Yes
Lebanon	ASP	LVC	2000	CP	725.5	0.0	0.0	271.8	100% by 2003	0.0	33.0	362.8	-271.8	-634.6	Yes
Lesotho	AFR	LVC	1998	A7	5.1	3.4	0.0	3.6	100% by 1999	0.0		2.6	-0.2	-2.8	No
Libya	AFR	Non-LVC	1997	A7	716.7	647.5	0.0	166.4	100% by 2004	0.0	265.0	358.4	481.1	122.8	No
Macedonia	EUR	LVC	2000	A7	519.7	49.5	0.0	38.5	100% by 2003	0.0		259.9	11.0	-248.9	No
Madagascar	AFR	LVC	1999	A7	47.9	26.3	0.0	12.0	100% by 2002	0.0		24.0	14.3	-9.7	No
Malawi	AFR	LVC	1999	A7	57.7	50.9	0.0	33.0	100% by 2001	0.0		28.9	17.9	-11.0	Yes
Malaysia	ASP	Non-LVC	2000	CP	3,271.1	1,725.1	0.0	524.3	100% by 2004	0.0	26.0	1,635.6	1,200.8	-434.8	Yes
Maldives	ASP	LVC	1999	A7	4.6	1.4	0.0	0.0	N/A	0.0		2.3	1.4	-0.9	Yes
Mali	AFR	LVC	2000	CP	108.1	29.3	0.0	25.8	100% by 2004	0.0		54.1	3.5	-50.6	Yes
Mauritania	AFR	LVC	1999	A7	15.7	13.4	0.0	2.0	100% by 2000	0.0		7.9	11.4	3.6	Yes
Mauritius	AFR	LVC	2000	CP	29.1	19.1	0.0	8.0	100% by 2001	0.0		14.6	11.1	-3.5	No
Mexico	LAC	Non-LVC	2000	CP	4,624.9	3,059.5	0.0	306.9	100% by 2004	0.0	260.0	2,312.5	2,752.6	440.2	Yes
Moldova	EUR	LVC	1999	A7	73.3	11.1	0.0	21.9	100% by 2001	0.0		36.7	-10.8	-47.5	Yes
Morocco	AFR	LVC	1999	A7	802.3	0.0	0.0	687.2	100% by 2004	0.0	45.0	401.2	-687.2	-1,088.4	Yes

Column Number	Region	Status	Latest Consumption		(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)
Country			Year	Source	CFC baseline (1995-1997)	Latest consumption	Amount needed to meet the freeze	Phase-out approved but not yet implemented (as of June 2001)	Date for completion of approved projects	Future phase-out needed to meet the freeze	ODS phase-out in Final 2001 business plan	50% CFC reduction	Balance from approved projects	Additional phase-out needed to meet 50% CFC reduction	RMP approved
							(2) - (1)			(3)-(4)		(1)*.50	(2)-(4)	(9) - (8)	
Mozambique	AFR	LVC	1999	A7	18.2	13.8	0.0	0.0	N/A	0.0		9.1	13.8	4.7	Yes
Myanmar	ASP	LVC	1999	A7	54.3	30.7	0.0	0.0	N/A	0.0		27.2	30.7	3.6	Yes
Nepal	ASP	LVC	1999	A7	27.0	25.0	0.0	6.0	100% by 2002	0.0		13.5	19.0	5.5	Yes
Nicaragua	LAC	LVC	1999	A7	82.8	52.6	0.0	12.8	100% by 2002	0.0		41.4	39.8	-1.6	No
Pakistan	ASP	Non-LVC	1999	A7	1,679.4	1,422.4	0.0	1,170.9	100% by 2004	0.0	10.0	839.7	251.5	-588.2	Yes
Panama	LAC	LVC	2000	A7	384.2	249.9	0.0	42.0	100% by 2002	0.0		192.1	207.9	15.8	No
Philippines	ASP	Non-LVC	1999	CP	3,055.9	2,087.6	0.0	83.7	100% by 2002	0.0		1,528.0	2,003.9	476.0	Yes
Qatar	ASP	LVC	2000	CP	101.4	85.8	0.0	0.0	N/A	0.0	42.0	50.7	85.8	35.1	No
Romania	EUR	Non-LVC	1999	A7	675.8	338.2	0.0	182.4	100% by 2002	0.0		337.9	155.8	-182.1	Yes
Saint Kitts and Nevis	LAC	LVC	1999	A7	3.7	2.6	0.0	2.0	100% by 2002	0.0		1.9	0.6	-1.3	No
Saint Lucia	LAC	LVC	1999	A7	8.3	3.2	0.0	3.0	100% by 2001	0.0		4.2	0.2	-4.0	No
Senegal	AFR	LVC	2000	A7	155.8	116.5	0.0	5.0	100% by 2002	0.0		77.9	111.5	33.6	Yes
Seychelles	AFR	LVC	2000	CP	2.8	0.8	0.0	0.0	N/A	0.0		1.4	0.8	-0.6	No
Slovenia	EUR	LVC	1999	A7	118.4	0.1	0.0	0.0	N/A	0.0		59.2	0.1	-59.1	No
Solomon Islands	ASP	LVC	1998	A7	2.1	0.8	0.0	0.0	N/A	0.0		1.1	0.8	-0.3	Yes
South Africa	AFR	Non-LVC	1999	A7	592.6	117.3	0.0	0.0	N/A	0.0		296.3	117.3	-179.0	Yes
Sri Lanka	ASP	LVC	2000	CP	400.4	221.0	0.0	10.0	100% by 2006	0.0		200.2	211.0	10.8	No
Sudan	AFR	LVC	1999	A7	456.8	294.5	0.0	97.6	100% by 2002	0.0		228.4	196.9	-31.5	No
Swaziland	AFR	LVC	2000	CP	24.6	0.1	0.0	4.0	100% by 2001	0.0		12.3	-3.9	-16.2	Yes
Syria	ASP	Non-LVC	2000	CP	2,224.6	1,174.7	0.0	638.1	100% by 2004	0.0	62.5	1,112.3	536.6	-575.7	Yes
Tanzania	AFR	LVC	1999	A7	253.9	88.9	0.0	160.2	100% by 2003	0.0		127.0	-71.3	-198.2	Yes
Thailand	ASP	Non-LVC	2000	CP	6,082.1	3,568.2	0.0	642.5	100% by 2004	0.0		3,041.1	2,925.7	-115.3	No
Trinidad and Tobago	LAC	LVC	1999	A7	120.0	81.7	0.0	36.5	100% by 2001	0.0		60.0	45.2	-14.8	Yes
Tunisia	AFR	Non-LVC	2000	CP	870.1	555.0	0.0	377.2	100% by 2004	0.0		435.1	177.8	-257.3	No
Turkey	EUR	Non-LVC	1999	A7	3,805.7	1,791.1	0.0	962.0	100% by 2004	0.0	350.0	1,902.9	829.1	-1,073.8	No
Tuvalu	ASP	LVC	1999	A7	0.3	0.2	0.0	0.0	N/A	0.0		0.2	0.2	0.1	No
Uganda	AFR	LVC	1999	A7	12.8	12.2	0.0	0.0	N/A	0.0		6.4	12.2	5.8	No
Uruguay	LAC	LVC	2000	CP	199.1	111.0	0.0	11.3	100% by 2002	0.0	6.0	99.6	99.7	0.2	No
Venezuela	LAC	Non-LVC	2000	CP	3,321.6	1,497.3	0.0	406.8	100% by 2002	0.0	60.0	1,660.8	1,090.5	-570.3	Yes
Vietnam	ASP	Non-LVC	1999	A7	500.0	293.9	0.0	128.1	100% by 2003	0.0	86.6	250.0	165.8	-84.2	No
Yugoslavia	EUR	Non-LVC	1998	A7	849.2	519.4	0.0	0.0	N/A	0.0	25.0	424.6	519.4	94.8	No
Zambia	AFR	LVC	1998	A7	27.4	26.7	0.0	0.0	N/A	0.0		13.7	26.7	13.0	Yes
Zimbabwe	AFR	LVC	2000	CP	451.4	145.0	0.0	5.0	100% by 2001	0.0		225.7	140.0	-85.7	Yes

UNEP/OzL.Pro/ExCom/34/16
Partie I, Annexe I

Column Number	Region	Status	Latest Consumption		(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)
Country			Year	Source	CFC baseline (1995-1997)	Latest consumption	Amount needed to meet the freeze	Phase-out approved but not yet implemented (as of June 2001)	Date for completion of approved projects	Future phase-out needed to meet the freeze	ODS phase-out in Final 2001 business plan	50% CFC reduction	Balance from approved projects	Additional phase-out needed to meet 50% CFC reduction	RMP approved
							(2) - (1)			(3)-(4)		(1)*.50	(2)-(4)	(9) - (8)	
Countries that could achieve the freeze compliance after 2000															
Cameroon	AFR	Non-LVC	1999	A7	256.9	361.5	104.6	250.0	100% by 2002	0.0		128.5	111.5	-17.0	No
Chad	AFR	LVC	1998	A7	34.6	38.1	3.5	8.8	100% by 2002	0.0	4.0	17.3	29.3	12.0	Yes
Ghana	AFR	LVC	2000	CP	35.6	47.0	11.4	15.7	100% by 2006	0.0		17.8	31.3	13.5	Yes
Kenya	AFR	LVC	1999	A7	239.5	241.1	1.6	8.5	100% by 2001	0.0		119.8	232.6	112.9	Yes
Namibia	AFR	LVC	2000	CP	21.9	22.1	0.2	5.4	100% by 1998	0.0		11.0	16.7	5.8	Yes
Nigeria	AFR	Non-LVC	1999	A7	3,650.0	4,286.2	636.2	1,222.2	100% by 2004	0.0	579.0	1,825.0	3,064.0	1,239.0	No
Countries that may need additional actions to achieve the freeze															
Bangladesh	ASP	Non-LVC	1999	A7	580.4	800.6	220.2	136.2	100% by 2002	84.0		290.2	664.4	374.2	Yes
Belize	LAC	LVC	1998	A7	13.6	25.0	11.4	1.7	100% by 2002	9.7		6.8	23.3	16.5	Yes
Dominican Republic	LAC	Non-LVC	1999	CP	539.8	752.1	212.3	116.5	100% by 2002	95.8	30.0	269.9	635.6	365.7	Yes
Ethiopia	AFR	LVC	1998	A7	33.8	38.2	4.4	0.0	N/A	4.4		16.9	38.2	21.3	Yes
Gabon	AFR	LVC	2000	CP	10.3	228.7	218.4	12.2	100% by 2001	206.2	4.0	5.2	216.5	211.4	Yes
Mongolia	ASP	LVC	2000	A7	10.6	13.9	3.3	0.0	N/A	3.3	10.0	5.3	13.9	8.6	Yes
Niger	AFR	LVC	1999	A7	32.0	58.3	26.3	5.8	100% by 2001	20.5	6.0	16.0	52.5	36.5	Yes
Oman	ASP	LVC	1999	A7	248.4	259.6	11.2	0.0	N/A	11.2		124.2	259.6	135.4	No
Papua New Guinea	ASP	LVC	1998	A7	36.2	45.2	9.0	0.0	N/A	9.0		18.1	45.2	27.1	No
Paraguay	LAC	Non-LVC	1999	A7	146.9	345.3	198.4	23.0	100% by 2004	175.4	22.0	73.5	322.3	248.9	Yes
Peru	LAC	LVC	2000	CP	289.5	347.0	57.5	34.6	100% by 2001	22.9	14.0	144.8	312.4	167.6	Yes
Saint Vincent	LAC	LVC	1998	A7	1.8	2.3	0.5	0.0	N/A	0.5		0.9	2.3	1.4	Yes
Samoa	ASP	LVC	1999	A7	4.5	4.8	0.3	0.0	N/A	0.3		2.3	4.8	2.6	Yes
Yemen	ASP	Non-LVC	1998	A7	349.1	453.3	104.2	0.0	N/A	104.2	132.0	174.6	453.3	278.8	No
Countries with No Data Reported															
Albania	EUR	NDR			NDR	NDR				0.0					No
Angola	AFR	NDR			NDR	NDR				0.0					No
Bosnia and Herzegovina	EUR	LVC	1998	A7	NDR	45.1		0.0	N/A	0.0	44.5		45.1		No
Djibouti	AFR	NDR			NDR	NDR				0.0					No
Haiti	LAC	NDR			NDR	NDR				0.0					No
Lao People's Democratic Republic	ASP	LVC	2000	A7	NDR	0.0				0.0					No

Column Number	Region	Status	Latest Consumption		(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)
Country			Year	Source	CFC baseline (1995-1997)	Latest consumption	Amount needed to meet the freeze	Phase-out approved but not yet implemented (as of June 2001)	Date for completion of approved projects	Future phase-out needed to meet the freeze	ODS phase-out in Final 2001 business plan	50% CFC reduction	Balance from approved projects	Additional phase-out needed to meet 50% CFC reduction	RMP approved
							(2) - (1)			(3)-(4)		(1)*.50	(2)-(4)	(9) - (8)	
Liberia	AFR	NDR			NDR	NDR			N/A	0.0	8.0				No
Marshall Islands	ASP	NDR			NDR	NDR				0.0					No
Micronesia	ASP	NDR			NDR	NDR				0.0					No
Suriname	LAC	NDR			NDR	NDR				0.0					No
Togo	AFR	NDR			NDR	NDR				0.0					No
Tonga	ASP	NDR			NDR	NDR				0.0					No
Vanuatu	ASP	NDR			NDR	NDR				0.0					No

Annexe II

ANALYSE DES HALONS

Column Number	Region	Status	Latest Consumption		(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)
Country			Year	Source	Halon baseline	Latest consumption	Amount needed to meet the freeze	Phase-out approved but not yet implemented (as of June 2001)	Date for completion of approved projects	Future phase-out needed to meet the freeze	ODS phase-out in Final 2001 business plan	50% halon reduction	Balance from approved projects	Additional phase-out needed to meet 50% halon reduction	Halon banking approved (Yes/No)	Received assistance from Fund
							(2) - (1)			(3)-(4)		(1)*.50	(2)-(4)	(9)-(8)		
Countries that appear to be in compliance with the freeze																
Algeria	AFR	Non-LVC	2000	CP	237.3	195.0	0.0	0.0	N/A	0.0		118.7	195.0	76.4	No	Yes
Antigua and Barbuda	LAC	LVC	1999	A7	0.3	0.0	0.0	0.0	N/A	0.0		0.2	0.0	-0.2	No	No
Argentina	LAC	Non-LVC	2000	CP	167.8	0.0	0.0	200.0	100% by 2002	0.0		83.9	-200.0	-283.9	Yes	Yes
Bahrain	ASP	LVC	2000	CP	38.9	16.0	0.0	0.0	N/A	0.0		19.5	16.0	-3.5	No	No
Benin	AFR	LVC	1999	A7	3.9	0.0	0.0	0.0	N/A	0.0		2.0	0.0	-2.0	No	No
Botswana	AFR	LVC	2000	CP	5.2	2.2	0.0	0.0	N/A	0.0		2.6	2.2	-0.4	No	No
Brazil	LAC	Non-LVC	2000	CP	21.3	1.5	0.0	0.0	N/A	0.0		10.7	1.5	-9.2	Yes	Yes
Burkina Faso	AFR	LVC	2000	A7	5.3	0.0	0.0	0.0	N/A	0.0		2.7	0.0	-2.7	No	No
Chile	LAC	Non-LVC	2000	CP	8.5	0.0	0.0	0.0	N/A	0.0		4.3	0.0	-4.3	No	No
Colombia	LAC	Non-LVC	2000	CP	187.7	0.0	0.0	0.0	N/A	0.0		93.9	0.0	-93.9	No	No
Congo, DR	AFR	Non-LVC	2000	CP	218.7	48.0	0.0	0.0	N/A	0.0		109.4	48.0	-61.4	No	No
Croatia	EUR	LVC	2000	CP	17.3	0.0	0.0	0.0	N/A	0.0		8.7	0.0	-8.7	No	No
Ecuador	LAC	LVC	1999	A7	5.5	0.0	0.0	0.0	N/A	0.0		2.8	0.0	-2.8	No	Yes
El Salvador	LAC	LVC	2000	CP	0.7	0.0	0.0	0.0	N/A	0.0		0.4	0.0	-0.4	No	No
Ethiopia	AFR	LVC	1998	A7	1.1	0.0	0.0	0.0	N/A	0.0		0.6	0.0	-0.6	No	No
Guatemala	LAC	LVC	1999	A7	0.2	0.0	0.0	0.0	N/A	0.0		0.1	0.0	-0.1	No	No
Guinea	AFR	LVC	2000	CP	8.6	0.1	0.0	0.0	N/A	0.0		4.3	0.1	-4.2	No	No
Indonesia	ASP	Non-LVC	2000	CP	354.0	0.0	0.0	972.0	100% by 2003	0.0		177.0	-972.0	-1,149.0	Yes	Yes
Iran	ASP	Non-LVC	2000	CP	1,420.0	1,420.0	0.0	0.0	N/A	0.0		710.0	1,420.0	710.0	Yes	Yes
Jamaica	LAC	LVC	2000	CP	1.0	0.0	0.0	0.0	N/A	0.0		0.5	0.0	-0.5	No	No
Jordan	ASP	Non-LVC	2000	CP	210.0	170.0	0.0	421.8	100% by 2004	0.0		105.0	-251.8	-356.8	Yes	Yes
Kenya	AFR	LVC	1999	A7	5.3	0.0	0.0	0.0	N/A	0.0		2.7	0.0	-2.7	No	No
Kuwait	ASP	Non-LVC	1999	A7	3.0	0.0	0.0	0.0	N/A	0.0		1.5	0.0	-1.5	No	No
Lesotho	AFR	LVC	1998	A7	0.2	0.0	0.0	0.0	N/A	0.0		0.1	0.0	-0.1	No	No
Libya	AFR	Non-LVC	1997	A7	633.1	586.5	0.0	0.0	N/A	0.0		316.6	586.5	270.0	No	No

UNEP/OzL.Pro/ExCom/34/16
Partie I, Annexe II

Column Number	Region	Status	Latest Consumption		(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)
Country			Year	Source	Halon baseline	Latest consumption	Amount needed to meet the freeze	Phase-out approved but not yet implemented (as of June 2001)	Date for completion of approved projects	Future phase-out needed to meet the freeze	ODS phase-out in Final 2001 business plan	50% halon reduction	Balance from approved projects	Additional phase-out needed to meet 50% halon reduction	Halon banking approved (Yes/No)	Received assistance from Fund
							(2) - (1)			(3)-(4)		(1)*.50	(2)-(4)	(9)-(8)		
Macedonia	EUR	LVC	2000	A7	32.1	0.0	0.0	0.0	N/A	0.0		16.1	0.0	-16.1	No	No
Malaysia	ASP	Non-LVC	2000	CP	8.0	0.0	0.0	0.0	N/A	0.0		4.0	0.0	-4.0	No	Yes
Moldova	EUR	LVC	1999	A7	0.4	0.0	0.0	0.0	N/A	0.0		0.2	0.0	-0.2	No	No
Morocco	AFR	LVC	1999	A7	7.0	0.0	0.0	0.0	N/A	0.0		3.5	0.0	-3.5	No	Yes
Mozambique	AFR	LVC	1999	A7	0.9	0.0	0.0	0.0	N/A	0.0		0.5	0.0	-0.5	No	No
Namibia	AFR	LVC	2000	CP	8.3	0.0	0.0	0.0	N/A	0.0		4.2	0.0	-4.2	No	No
Nepal	ASP	LVC	1999	A7	2.0	0.0	0.0	0.0	N/A	0.0		1.0	0.0	-1.0	No	No
Oman	ASP	LVC	1999	A7	13.7	5.5	0.0	0.0	N/A	0.0		6.9	5.5	-1.4	No	No
Philippines	ASP	Non-LVC	1999	CP	103.9	0.0	0.0	77.0	100% by 2000	0.0		52.0	-77.0	-129.0	No	Yes
Romania	EUR	Non-LVC	1999	A7	3.5	0.0	0.0	0.0	N/A	0.0		1.8	0.0	-1.8	No	No
Sudan	AFR	LVC	1999	A7	2.0	0.0	0.0	0.0	N/A	0.0		1.0	0.0	-1.0	No	No
Syria	ASP	Non-LVC	2000	CP	416.9	405.5	0.0	0.0	N/A	0.0		208.5	405.5	197.1	Yes	Yes
Trinidad and Tobago	LAC	LVC	1999	A7	46.6	5.0	0.0	0.0	N/A	0.0		23.3	5.0	-18.3	No	No
Tunisia	AFR	Non-LVC	2000	CP	104.3	42.0	0.0	0.0	N/A	0.0		52.2	42.0	-10.2	No	No
Turkey	EUR	Non-LVC	1999	A7	141.0	0.0	0.0	0.0	N/A	0.0	800.0	70.5	0.0	-70.5	No	Yes
Zimbabwe	AFR	LVC	2000	CP	1.5	0.0	0.0	0.0	N/A	0.0		0.8	0.0	-0.8	No	No
Countries that could achieve the freeze compliance after 2000																
Egypt	AFR	Non-LVC	2000	CP	705.0	860.0	155.0	756.0	100% by 2004	0.0		352.5	104.0	-248.5	Yes	Yes
India	ASP	Non-LVC	2000	CP	448.4	556.0	107.6	1,700.5	100% by 2004	0.0	150.0	224.2	-1,144.5	-1,368.7	Yes	Yes
Thailand	ASP	Non-LVC	2000	CP	271.7	500.0	228.3	436.0	100% by 2004	0.0		135.9	64.0	-71.9	Yes	Yes
Countries that may need additional actions to achieve the freeze																
Cameroon	AFR	Non-LVC	1999	A7	2.4	8.1	5.7	0.0	N/A	5.7		1.2	8.1	6.9	No	No
Congo	AFR	LVC	2000	CP	5.0	8.0	3.0	0.0	N/A	3.0		2.5	8.0	5.5	No	No
Cyprus	EUR	LVC	1998	A7	12.8	48.6	35.8	0.0	N/A	35.8		6.4	48.6	42.2	No	No
Dominican Republic	LAC	Non-LVC	1999	CP	4.2	6.0	1.8	0.0	N/A	1.8		2.1	6.0	3.9	No	No
Guyana	LAC	LVC	2000	A7	0.1	0.2	0.1	0.0	N/A	0.1		0.1	0.2	0.2	No	No
Mexico	LAC	Non-LVC	2000	CP	124.6	230.4	105.8	0.0	N/A	105.8	213.0	62.3	230.4	168.1	No	Yes
Nigeria	AFR	Non-LVC	1999	A7	285.3	450.6	165.3	0.0	N/A	165.3		142.7	450.6	308.0	No	No
Pakistan	ASP	Non-LVC	1999	A7	14.2	15.0	0.8	0.0	N/A	0.8		7.1	15.0	7.9	No	No

Column Number	Region	Status	Latest Consumption		(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)
Country			Year	Source	Halon baseline	Latest consumption	Amount needed to meet the freeze	Phase-out approved but not yet implemented (as of June 2001)	Date for completion of approved projects	Future phase-out needed to meet the freeze	ODS phase-out in Final 2001 business plan	50% halon reduction	Balance from approved projects	Additional phase-out needed to meet 50% halon reduction	Halon banking approved (Yes/No)	Received assistance from Fund
							(2) - (1)			(3)-(4)		(1)*.50	(2)-(4)	(9)-(8)		
Qatar	ASP	LVC	2000	CP	10.6	17.5	6.9	0.0	N/A	6.9		5.3	17.5	12.2	No	No
Tanzania	AFR	LVC	1999	A7	0.3	10.7	10.4	0.0	N/A	10.4		0.2	10.7	10.6	No	No
Vietnam	ASP	Non-LVC	1999	A7	37.1	76.0	38.9	0.0	N/A	38.9		18.6	76.0	57.5	No	Yes
Yemen	ASP	Non-LVC	1998	A7	2.8	4.2	1.4	0.0	N/A	1.4		1.4	4.2	2.8	No	No
Yugoslavia	EUR	Non-LVC	1998	A7	3.8	19.5	15.7	0.0	N/A	15.7	100.0	1.9	19.5	17.6	No	Yes
Countries with No Consumption																
Bahamas	LAC	LVC	1998	A7	0.0	0.0				0.0			0.0		No	No
Bangladesh	ASP	Non-LVC	1999	A7	0.0	0.0				0.0			0.0		No	No
Barbados	LAC	LVC	1999	A7	0.0	0.0				0.0			0.0		No	No
Belize	LAC	LVC	1998	A7	0.0	0.0				0.0			0.0		No	No
Bolivia	LAC	LVC	1999	A7	0.0	0.0				0.0			0.0		No	No
Brunei Darussaleem	ASP	LVC	1999	A7	0.0	0.0				0.0			0.0		No	No
Burundi	AFR	LVC	2000	A7	0.0	0.0				0.0			0.0		No	No
Central African Republic	AFR	LVC	2000	CP	0.0	0.0				0.0			0.0		No	No
Chad	AFR	LVC	1998	A7	0.0	0.0				0.0			0.0		No	No
Comoros	AFR	LVC	1999	A7	0.0	0.0				0.0			0.0		No	No
Costa Rica	LAC	LVC	2000	CP	0.0	0.0				0.0			0.0		No	No
Cote D'Ivoire	AFR	LVC	1999	A7	0.0	0.0				0.0			0.0		No	No
Cuba	LAC	Non-LVC	1999	A7	0.0	0.0				0.0			0.0		No	No
Dominica	LAC	LVC	1999	A7	0.0	0.0				0.0			0.0		No	No
Fiji	ASP	LVC	1999	A7	0.0	0.0				0.0			0.0		No	No
Gabon	AFR	LVC	2000	CP	0.0	0.0				0.0			0.0		No	No
Gambia	AFR	LVC	2000	A7	0.0	0.0				0.0			0.0		No	No
Georgia	EUR	LVC	2000	CP	0.0	0.0				0.0			0.0		No	No
Ghana	AFR	LVC	2000	CP	0.0	0.0				0.0			0.0		No	No
Grenada	LAC	LVC	1998	A7	0.0	0.0				0.0			0.0		No	No
Honduras	LAC	LVC	2000	CP	0.0	0.0				0.0			0.0		No	No
Kiribati	ASP	LVC	1998	A7	0.0	0.0				0.0			0.0		No	No
Korea, DPR	ASP	Non-LVC	2000	CP	0.0	0.0				0.0			0.0		No	No
Lebanon	ASP	LVC	2000	CP	0.0	0.0				0.0			0.0		No	No

Column Number	Region	Status	Latest Consumption		(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)
Country			Year	Source	Halon baseline	Latest consumption	Amount needed to meet the freeze	Phase-out approved but not yet implemented (as of June 2001)	Date for completion of approved projects	Future phase-out needed to meet the freeze	ODS phase-out in Final 2001 business plan	50% halon reduction	Balance from approved projects	Additional phase-out needed to meet 50% halon reduction	Halon banking approved (Yes/No)	Received assistance from Fund
							(2) - (1)			(3)-(4)		(1)*.50	(2)-(4)	(9)-(8)		
Madagascar	AFR	LVC	1999	A7	0.0	0.0				0.0			0.0		No	No
Malawi	AFR	LVC	1999	A7	0.0	0.0				0.0			0.0		No	No
Maldives	ASP	LVC	1999	A7	0.0	0.0				0.0			0.0		No	No
Mali	AFR	LVC	2000	CP	0.0	0.0				0.0			0.0		No	No
Mauritania	AFR	LVC	1999	A7	0.0	0.0				0.0			0.0		No	No
Mauritius	AFR	LVC	2000	CP	0.0	0.0				0.0			0.0		No	No
Mongolia	ASP	LVC	2000	A7	0.0	0.0				0.0			0.0		No	No
Myanmar	ASP	LVC	1999	A7	0.0	0.0				0.0			0.0		No	No
Nicaragua	LAC	LVC	1999	A7	0.0	0.0				0.0			0.0		No	No
Niger	AFR	LVC	1999	A7	0.0	0.0				0.0			0.0		No	No
Panama	LAC	LVC	2000	A7	0.0	0.0				0.0			0.0		No	Yes
Papua New Guinea	ASP	LVC	1998	A7	0.0	0.0				0.0			0.0		No	No
Paraguay	LAC	Non-LVC	1999	A7	0.0	0.0				0.0			0.0		No	No
Peru	LAC	LVC	2000	CP	0.0	0.0				0.0			0.0		No	No
Saint Kitts and Nevis	LAC	LVC	1999	A7	0.0	0.0				0.0			0.0		No	No
Saint Lucia	LAC	LVC	1999	A7	0.0	0.0				0.0			0.0		No	No
Saint Vincent	LAC	LVC	1998	A7	0.0	0.0				0.0			0.0		No	No
Samoa	ASP	LVC	1999	A7	0.0	0.0				0.0			0.0		No	No
Senegal	AFR	LVC	2000	A7	0.0	0.0				0.0			0.0		No	No
Seychelles	AFR	LVC	2000	CP	0.0	0.0				0.0			0.0		No	No
Slovenia	EUR	LVC	1999	A7	0.0	0.0				0.0			0.0		No	No
Solomon Islands	ASP	LVC	1998	A7	0.0	0.0				0.0			0.0		No	No
South Africa	AFR	Non-LVC	1999	A7	0.0	0.0				0.0			0.0		No	No
Sri Lanka	ASP	LVC	2000	CP	0.0	0.0				0.0			0.0		No	No
Swaziland	AFR	LVC	2000	CP	0.0	0.0				0.0			0.0		No	No
Tuvalu	ASP	LVC	1999	A7	0.0	0.0				0.0			0.0		No	No
Uganda	AFR	LVC	1999	A7	0.0	0.0				0.0			0.0		No	No
Uruguay	LAC	LVC	2000	CP	0.0	0.0				0.0			0.0		No	Yes
Venezuela	LAC	Non-LVC	2000	CP	0.0	0.0				0.0			0.0		Yes	Yes
Zambia	AFR	LVC	1998	A7	0.0	0.0				0.0			0.0		No	No

Column Number	Region	Status	Latest Consumption		(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)
Country			Year	Source	Halon baseline	Latest consumption	Amount needed to meet the freeze	Phase-out approved but not yet implemented (as of June 2001)	Date for completion of approved projects	Future phase-out needed to meet the freeze	ODS phase-out in Final 2001 business plan	50% halon reduction	Balance from approved projects	Additional phase-out needed to meet 50% halon reduction	Halon banking approved (Yes/No)	Received assistance from Fund
							(2) - (1)			(3)-(4)		(1)*.50	(2)-(4)	(9)-(8)		
Countries with No Data Reported																
Albania	EUR	NDR			NDR	NDR				0.0					No	No
Angola	AFR	NDR			NDR	NDR				0.0					No	No
Bosnia and Herzegovina	EUR	LVC	1998	A7	NDR	0.0				0.0			0.0		No	No
Djibouti	AFR	NDR			NDR	NDR				0.0					No	No
Haiti	LAC	NDR			NDR	NDR				0.0					No	No
Lao People's Democratic Republic	ASP	LVC	2000	A7	NDR	0.0				0.0					No	No
Liberia	AFR	NDR			NDR	NDR				0.0					No	No
Marshall Islands	ASP	NDR			NDR	NDR				0.0					No	No
Micronesia	ASP	NDR			NDR	NDR				0.0					No	No
Suriname	LAC	NDR			NDR	NDR				0.0					No	No
Togo	AFR	NDR			NDR	NDR				0.0					No	No
Tonga	ASP	NDR			NDR	NDR				0.0					No	No
Vanuatu	ASP	NDR			NDR	NDR				0.0					No	No
* China excluded from the analysis because the Committee has approved a phase-out plan for this substance.																

Annexe III

ANALYSE DU BROMURE DE MÉTHYLE

Column Number	Region	Status	Latest Consumption		(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)
Country			Year	Source	Methyl bromide baseline	Latest consumption	Amount needed to meet the freeze	Phase-out approved but not yet implemented (as of June 2001)	Date for completion of approved projects	Future phase-out needed to meet the freeze	ODS phase-out in Final 2001 business plan	Allowable consumption in 2005 after 20% reduction	Balance from approved projects	Additional phase-out needed to meet 20% methyl bromide reduction	Received assistance from Fund
							(2) - (1)			(3)-(4)		(1)*.80	(2)-(4)	(9)-(8)	
COUNTRIES THAT HAVE RATIFIED THE COPENHAGEN AMENDMENT															
Countries that appear to be in compliance with the freeze															
Bolivia	LAC	LVC	1999	A7	0.25	0.0	0.0	0.0	N/A	0.0	1.0	0.2	0.0	-0.2	Yes
Brazil	LAC	Non-LVC	2000	CP	711.6	0.0	0.0	60.0	100% by 2002	0.0		569.3	-60.0	-629.3	Yes
Chile	LAC	Non-LVC	2000	CP	212.5	0.0	0.0	76.2	100% by 2006	0.0	40.0	170.0	-76.2	-246.2	Yes
Colombia	LAC	Non-LVC	2000	CP	110.1	0.0	0.0	0.0	N/A	0.0		88.1	0.0	-88.1	Yes
Croatia	EUR	LVC	2000	CP	15.7	10.7	0.0	0.0	N/A	0.0	18.0	12.6	10.7	-1.8	Yes
Guyana	LAC	LVC	2000	A7	1.4	0.9	0.0	0.0	N/A	0.0		1.1	0.9	-0.2	No
Indonesia	ASP	Non-LVC	2000	CP	135.6	0.0	0.0	0.0	N/A	0.0		108.5	0.0	-108.5	Yes
Jamaica	LAC	LVC	2000	CP	4.9	-0.2	0.0	0.0	N/A	0.0		3.9	-0.2	-4.1	Yes
Jordan	ASP	Non-LVC	2000	CP	176.3	105.3	0.0	180.0	100% by 2004	0.0		141.0	-74.7	-215.7	Yes
Kenya	AFR	LVC	1999	A7	217.5	60.0	0.0	0.0	N/A	0.0		174.0	60.0	-114.0	Yes
Lebanon	ASP	LVC	2000	CP	152.4	0.0	0.0	0.0	N/A	0.0	82.0	121.9	0.0	-121.9	Yes
Mauritius	AFR	LVC	2000	CP	0.1	0.0	0.0	0.0	N/A	0.0		0.1	0.0	-0.1	No
Mexico	LAC	Non-LVC	2000	CP	1,130.8	1082.4	0.0	0.0	N/A	0.0		904.6	1,082.4	177.8	Yes
Morocco	AFR	LVC	1999	A7	695.9	0.0	0.0	216.0	100% by 2006	0.0	45.0	556.7	-216.0	-772.7	Yes
Mozambique	AFR	LVC	1999	A7	3.4	0.0	0.0	0.0	N/A	0.0		2.7	0.0	-2.7	Yes
Pakistan	ASP	Non-LVC	1999	A7	14.0	0.0	0.0	0.0	N/A	0.0		11.2	0.0	-11.2	Yes
Panama	LAC	LVC	2000	A7	0.1	0.0	0.0	0.0	N/A	0.0		0.1	0.0	-0.1	No
Paraguay	LAC	Non-LVC	1999	A7	0.85	0.4	0.0	0.0	N/A	0.0		0.7	0.4	-0.3	No
Romania	EUR	Non-LVC	1999	A7	111.5	33.6	0.0	0.0	N/A	0.0	93.6	89.2	33.6	-55.6	Yes
Senegal	AFR	LVC	2000	A7	53.2	0.0	0.0	0.7	100% by 2001	0.0		42.5	-0.7	-43.2	Yes
Slovenia	EUR	LVC	1999	A7	0.15	0.0	0.0	0.0	N/A	0.0		0.1	0.0	-0.1	No
South Africa	AFR	Non-LVC	1999	A7	602.7	588.1	0.0	0.0	N/A	0.0		482.2	588.1	105.9	No
Syria	ASP	Non-LVC	2000	CP	188.6	112.5	0.0	0.0	N/A	0.0	27.0	150.9	112.5	-38.4	Yes
Turkey	EUR	Non-LVC	1999	A7	479.7	342.6	0.0	80.0	100% by 2002	0.0	44.0	383.8	262.6	-121.2	Yes

Column Number	Region	Status	Latest Consumption		(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)
Country			Year	Source	Methyl bromide baseline	Latest consumption	Amount needed to meet the freeze	Phase-out approved but not yet implemented (as of June 2001)	Date for completion of approved projects	Future phase-out needed to meet the freeze	ODS phase-out in Final 2001 business plan	Allowable consumption in 2005 after 20% reduction	Balance from approved projects	Additional phase-out needed to meet 20% methyl bromide reduction	Received assistance from Fund
							(2) - (1)			(3)-(4)		(1)*.80	(2)-(4)	(9)-(8)	
Venezuela	LAC	Non-LVC	2000	CP	10.3	0.0	0.0	0.0	N/A	0.0		8.2	0.0	-8.2	Yes
Vietnam	ASP	Non-LVC	1999	A7	136.5	57.0	0.0	0.0	N/A	0.0		109.2	57.0	-52.2	Yes
Yemen	ASP	Non-LVC	1998	A7	1.1	0.6	0.0	0.0	N/A	0.0		0.8	0.6	-0.2	No
Zimbabwe	AFR	LVC	2000	CP	557.0	373.3	0.0	132.0	100% by 2004	0.0	90.0	445.6	241.3	-204.2	Yes
Countries that could achieve the freeze compliance after 2000															
Argentina	LAC	Non-LVC	2000	CP	411.3	492.6	81.3	331.0	100% by 2004	0.0	70.0	329.0	161.6	-167.4	Yes
Cuba	LAC	Non-LVC	1999	A7	50.5	62.1	11.6	48.0	100% by 2002	0.0		40.4	14.1	-26.3	Yes
Macedonia	EUR	LVC	2000	A7	12.2	23.4	11.2	27.2	100% by 2006	0.0		9.8	-3.8	-13.6	Yes
Malawi	AFR	LVC	1999	A7	112.7	129.0	16.3	110.9	100% by 2001	0.0	33.0	90.2	18.1	-72.1	Yes
Countries that may need additional actions to achieve the freeze															
Algeria	AFR	Non-LVC	2000	CP	4.7	6.0	1.4	0.0	N/A	1.4		3.7	6.0	2.3	Yes
Bahamas	LAC	LVC	1998	A7	0.2	0.6	0.5	0.0	N/A	0.5		0.1	0.6	0.5	No
Bahrain	ASP	LVC	2000	CP	0.0	1.8	1.8	0.0	N/A	1.8		0.0	1.8	1.8	No
Barbados	LAC	LVC	1999	A7	0.1	3.3	3.2	0.0	N/A	3.2		0.1	3.3	3.2	No
Botswana	AFR	LVC	2000	CP	0.13	0.4	0.2	0.0	N/A	0.2		0.1	0.4	0.3	Yes
Cameroon	AFR	Non-LVC	1999	A7	18.1	25.5	7.4	0.0	N/A	7.4		14.5	25.5	11.0	Yes
Costa Rica	LAC	LVC	2000	CP	434.3	510.0	75.8	0.0	N/A	75.8		347.4	510.0	162.6	Yes
Ecuador	LAC	LVC	1999	A7	66.2	122.4	56.2	0.0	N/A	56.2	60.0	53.0	122.4	69.4	Yes
Egypt	AFR	Non-LVC	2000	CP	238.1	420.0	181.9	0.0	N/A	181.9		190.5	420.0	229.5	Yes
El Salvador	LAC	LVC	2000	CP	1.4	3.7	2.3	0.0	N/A	2.3		1.1	3.7	2.6	No
Iran	ASP	Non-LVC	2000	CP	26.7	60.0	33.3	12.4	100% by 2001	20.9		21.4	47.6	26.2	Yes
Malaysia	ASP	Non-LVC	2000	CP	14.6	60.6	46.0	0.0	N/A	46.0		11.7	60.6	48.9	Yes
Nicaragua	LAC	LVC	1999	A7	0.4	2.1	1.7	0.0	N/A	1.7		0.3	2.1	1.8	No
Oman	ASP	LVC	1999	A7	1.0	4.2	3.2	0.0	N/A	3.2		0.8	4.2	3.4	No
Peru	LAC	LVC	2000	CP	1.3	29.3	28.1	4.0	100% by 2003	24.1		1.0	25.3	24.3	Yes
Sri Lanka	ASP	LVC	2000	CP	4.1	9.5	5.4	3.9	100% by 2001	1.5		3.3	5.6	2.3	Yes
Trinidad and Tobago	LAC	LVC	1999	A7	1.7	2.1	0.4	0.0	N/A	0.4		1.4	2.1	0.7	No
Tunisia	AFR	Non-LVC	2000	CP	8.3	10.8	2.6	0.0	N/A	2.6	3.6	6.6	10.8	4.2	Yes
Uganda	AFR	LVC	1999	A7	1.9	2.4	0.5	0.0	N/A	0.5	4.0	1.5	2.4	0.9	Yes

Column Number	Region	Status	Latest Consumption		(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)
Country			Year	Source	Methyl bromide baseline	Latest consumption	Amount needed to meet the freeze	Phase-out approved but not yet implemented (as of June 2001)	Date for completion of approved projects	Future phase-out needed to meet the freeze	ODS phase-out in Final 2001 business plan	Allowable consumption in 2005 after 20% reduction	Balance from approved projects	Additional phase-out needed to meet 20% methyl bromide reduction	Received assistance from Fund
							(2) - (1)			(3)-(4)		(1)*.80	(2)-(4)	(9)-(8)	
Uruguay	LAC	LVC	2000	CP	11.2	25.5	14.3	0.0	N/A	14.3	40.0	9.0	25.5	16.5	Yes
Countries with No Consumption															
Antigua and Barbuda	LAC	LVC	1999	A7	0.0	0.0	0.0	0.0	N/A	0.0		0.0	0.0	0.0	No
Bangladesh	ASP	Non-LVC	1999	A7	0.0	0.0	0.0	0.0	N/A	0.0		0.0	0.0	0.0	No
Belize	LAC	LVC	1998	A7	0.0	0.0	0.0	0.0	N/A	0.0		0.0	0.0	0.0	No
Benin	AFR	LVC	1999	A7	0.0	0.0	0.0	0.0	N/A	0.0		0.0	0.0	0.0	No
Burkina Faso	AFR	LVC	2000	A7	0.0	0.0	0.0	0.0	N/A	0.0		0.0	0.0	0.0	No
Chad	AFR	LVC	1998	A7	0.0	0.0	0.0	0.0	N/A	0.0		0.0	0.0	0.0	No
Georgia	EUR	LVC	2000	CP	0.0	0.0	0.0	0.0	N/A	0.0		0.0	0.0	0.0	Yes
Ghana	AFR	LVC	2000	CP	0.0	0.0	0.0	0.0	N/A	0.0	5.0	0.0	0.0	0.0	Yes
Grenada	LAC	LVC	1998	A7	0.0	0.0	0.0	0.0	N/A	0.0		0.0	0.0	0.0	No
Kuwait	ASP	Non-LVC	1999	A7	0.0	0.0	0.0	0.0	N/A	0.0		0.0	0.0	0.0	No
Mongolia	ASP	LVC	2000	A7	0.0	0.0	0.0	0.0	N/A	0.0		0.0	0.0	0.0	No
Niger	AFR	LVC	1999	A7	0.0	0.0	0.0	0.0	N/A	0.0		0.0	0.0	0.0	No
Qatar	ASP	LVC	2000	CP	0.0	0.0	0.0	0.0	N/A	0.0		0.0	0.0	0.0	No
Saint Lucia	LAC	LVC	1999	A7	0.0	0.0	0.0	0.0	N/A	0.0		0.0	0.0	0.0	No
Saint Vincent	LAC	LVC	1998	A7	0.0	0.0	0.0	0.0	N/A	0.0		0.0	0.0	0.0	No
Seychelles	AFR	LVC	2000	CP	0.0	0.0	0.0	0.0	N/A	0.0		0.0	0.0	0.0	No
Solomon Islands	ASP	LVC	1998	A7	0.0	0.0	0.0	0.0	N/A	0.0		0.0	0.0	0.0	No
Tuvalu	ASP	LVC	1999	A7	0.0	0.0	0.0	0.0	N/A	0.0		0.0	0.0	0.0	No
Countries with No Data Reported															
Congo, DR	AFR	Non-LVC	2000	CP	NDR	NDR		0.0		0.0					No
Djibouti	AFR	NDR			NDR	NDR				0.0					No
Fiji	ASP	LVC	1999	A7	NDR	1.0				0.0			1.0		No
Gabon	AFR	LVC	2000	CP	NDR	0.0			N/A	0.0			0.0		No
Haiti	LAC	NDR			NDR	NDR			N/A	0.0					No
Korea, DPR	ASP	Non-LVC	2000	CP	NDR	0.0				0.0			0.0		Yes
Liberia	AFR	NDR			NDR	NDR				0.0					No
Marshall Islands	ASP	NDR			NDR	NDR				0.0					No

Column Number	Region	Status	Latest Consumption		(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)
Country			Year	Source	Methyl bromide baseline	Latest consumption	Amount needed to meet the freeze	Phase-out approved but not yet implemented (as of June 2001)	Date for completion of approved projects	Future phase-out needed to meet the freeze	ODS phase-out in Final 2001 business plan	Allowable consumption in 2005 after 20% reduction	Balance from approved projects	Additional phase-out needed to meet 20% methyl bromide reduction	Received assistance from Fund
							(2) - (1)			(3)-(4)		(1)*.80	(2)-(4)	(9)-(8)	
Saint Kitts and Nevis	LAC	LVC	1999	A7	NDR	0.3				0.0			0.3		No
Thailand	ASP	Non-LVC	2000	CP	164.9	NDR		0.0	N/A	0.0					Yes
Togo	AFR	NDR			NDR	NDR				0.0					No
Vanuatu	ASP	NDR			NDR	NDR				0.0					No
COUNTRIES THAT HAVE NOT RATIFIED THE COPENHAGEN AMENDMENT															
Countries that appear to be in compliance with the freeze															
Cote D'Ivoire	AFR	LVC	1999	A7	8.1	0.0	0.0	0.0	N/A	0.0		6.5	0.0	-6.5	Yes
Dominican Republic	LAC	Non-LVC	1999	CP	104.2	77.4	0.0	0.0	N/A	0.0		83.4	77.4	-6.0	Yes
Lesotho	AFR	LVC	1998	A7	0.1	0.0	0.0	0.0	N/A	0.0		0.1	0.0	-0.1	No
Moldova	EUR	LVC	1999	A7	7.0	0.0	0.0	0.0	N/A	0.0		5.6	0.0	-5.6	Yes
Myanmar	ASP	LVC	1999	A7	3.4	0.0	0.0	0.0	N/A	0.0		2.7	0.0	-2.7	No
Papua New Guinea	ASP	LVC	1998	A7	0.3	0.0	0.0	0.0	N/A	0.0		0.3	0.0	-0.3	No
Philippines	ASP	Non-LVC	1999	CP	8.0	0.0	0.0	0.0	N/A	0.0		6.4	0.0	-6.4	Yes
Sudan	AFR	LVC	1999	A7	3.0	3.0	0.0	0.0	N/A	0.0		2.4	3.0	0.6	No
Countries that may need additional actions to achieve the freeze															
China	ASP	Non-LVC	1999	A7	1,102.0	1598.4	496.4	0.0	N/A	496.4		881.6	1,598.4	716.8	Yes
Congo	AFR	LVC	2000	CP	0.9	2.9	2.0	0.0	N/A	2.0		0.7	2.9	2.2	No
Ethiopia	AFR	LVC	1998	A7	15.6	21.6	6.0	0.0	N/A	6.0		12.5	21.6	9.1	Yes
Guatemala	LAC	LVC	1999	A7	400.7	514.6	113.9	0.0	N/A	113.9		320.6	514.6	194.0	Yes
Honduras	LAC	LVC	2000	CP	259.4	377.7	118.3	0.0	N/A	118.3		207.5	377.7	170.2	Yes
Madagascar	AFR	LVC	1999	A7	2.6	3.4	0.8	0.0	N/A	0.8		2.1	3.4	1.3	No
Swaziland	AFR	LVC	2000	CP	0.6	0.7	0.1	0.0	N/A	0.1		0.4	0.7	0.2	No
Zambia	AFR	LVC	1998	A7	29.3	29.5	0.2	0.0	N/A	0.2		23.5	29.5	6.0	Yes
Countries with No Consumption															
Brunei Darussalam	ASP	LVC	1999	A7	0.0	0.0	0.0	0.0	N/A	0.0		0.0	0.0	0.0	No
Burundi	AFR	LVC	2000	A7	0.0	0.0	0.0	0.0	N/A	0.0		0.0	0.0	0.0	No
Comoros	AFR	LVC	1999	A7	0.0	0.0	0.0	0.0	N/A	0.0		0.0	0.0	0.0	No

Column Number	Region	Status	Latest Consumption		(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)
Country			Year	Source	Methyl bromide baseline	Latest consumption	Amount needed to meet the freeze	Phase-out approved but not yet implemented (as of June 2001)	Date for completion of approved projects	Future phase-out needed to meet the freeze	ODS phase-out in Final 2001 business plan	Allowable consumption in 2005 after 20% reduction	Balance from approved projects	Additional phase-out needed to meet 20% methyl bromide reduction	Received assistance from Fund
							(2) - (1)			(3)-(4)		(1)*.80	(2)-(4)	(9)-(8)	
Dominica	LAC	LVC	1999	A7	0.0	0.0	0.0	0.0	N/A	0.0		0.0	0.0	0.0	No
Gambia	AFR	LVC	2000	A7	0.0	0.0	0.0	0.0	N/A	0.0		0.0	0.0	0.0	No
Kiribati	ASP	LVC	1998	A7	0.0	0.0	0.0	0.0	N/A	0.0		0.0	0.0	0.0	No
Mauritania	AFR	LVC	1999	A7	0.0	0.0	0.0	0.0	N/A	0.0		0.0	0.0	0.0	No
Nepal	ASP	LVC	1999	A7	0.0	0.0	0.0	0.0	N/A	0.0		0.0	0.0	0.0	No
Samoa	ASP	LVC	1999	A7	0.0	0.0	0.0	0.0	N/A	0.0		0.0	0.0	0.0	No
Tanzania	AFR	LVC	1999	A7	0.0	0.0	0.0	0.0	N/A	0.0		0.0	0.0	0.0	No
Countries with No Data Reported															
Albania	EUR	NDR			NDR	NDR				0.0					No
Angola	AFR	NDR			NDR	NDR			N/A	0.0					No
Bosnia and Herzegovina	EUR	LVC	1998	A7	NDR	4.2			N/A	0.0			4.2		No
Central African Republic	AFR	LVC	2000	CP	NDR	0.0			N/A	0.0			0.0	0.0	No
Cyprus	EUR	LVC	1998	A7	NDR	0.0			N/A	0.0			0.0		No
Guinea	AFR	LVC	2000	CP	NDR	0.0			N/A	0.0			0.0		No
India	ASP	Non-LVC	2000	CP	-2.8	NDR			N/A	0.0					No
Lao People's Democratic Republic	ASP	LVC	2000	A7	NDR	0.0			N/A	0.0			0.0		No
Libya	AFR	Non-LVC	1997	A7	NDR	0.0			N/A	0.0			0.0		No
Maldives	ASP	LVC	1999	A7	NDR	0.0			N/A	0.0			0.0		No
Mali	AFR	LVC	2000	CP	NDR	0.0			N/A	0.0			0.0		No
Micronesia	ASP	NDR			NDR	NDR			N/A	0.0					No
Namibia	AFR	LVC	2000	CP	NDR	0.0			N/A	0.0			0.0		No
Nigeria	AFR	Non-LVC	1999	A7	NDR	2.0			N/A	0.0			2.0		No
Suriname	LAC	NDR			NDR	NDR			N/A	0.0					No
Tonga	ASP	NDR			NDR	NDR			N/A	0.0					No
Yugoslavia	EUR	Non-LVC	1998	A7	NDR	0.0			N/A	0.0			0.0		No

PARTIE II

MISE EN OEUVRE DU PROTOCOLE DE MONTREAL AU MOYEN DE POLITIQUES GOUVERNEMENTALES

Mise à jour sur l'état de la mise en œuvre dans les pays visés à l'article 5

Introduction

1. Cette mise à jour est présentée pour faire suite à la Décision 32/76 qui demandait au Secrétariat « de préparer une mise à jour annuelle sur l'état de la mise en œuvre du Protocole de Montréal, au moyen de politiques gouvernementales de contrôle. » Cette mise à jour intègre les données transmises par les pays dans leurs rapports sur la mise en application des programmes de pays pour l'année 2000.

Objectifs de l'analyse

2. Évaluer l'incidence de la promulgation des politiques de contrôle sur la capacité d'un pays à se conformer au Protocole de Montréal.

Origine des données

Rapport sur la mise en application des programmes de pays

3. Les pays visés à l'article 5 sont tenus, chaque année, de faire rapport au Comité exécutif sur les progrès réalisés dans la mise en application de leurs programmes de pays. Toutefois, cette exigence relative à la communication de données n'est pas respectée de façon uniforme. Pour disposer d'un nombre raisonnablement élevé de pays dans cette analyse, le Secrétariat a examiné les rapports reçus sur la période de quatre ans, allant de 1997 à 2000. Sur les 125 pays inclus dans l'analyse contenue dans la Partie I du présent document (UNEP/OzLPro/ExCom/34/16), 71 ont déposé des rapports qui contiennent les données requises pour l'analyse tandis que 25 autres pays n'ont pas déposé de rapport sur la mise en œuvre des programmes de pays au cours de ces quatre années ou bien leurs rapports ne répondaient pas aux exigences en matière de communication des données et ne contenaient pas les données requises pour l'analyse.

4. Le Rapport sur la mise en œuvre du programme de pays comporte deux sections: la première contient des formulaires pour les données sur les importations, les exportations, la consommation par secteur et la production de toutes les substances réglementées. Outre l'exigence d'inscrire les substances, il faut aussi indiquer les données par secteur industriel.

5. La deuxième section comporte les rubriques suivantes: mesures administratives et de soutien au titre desquelles les pays fournissent des mises à jour sur les progrès accomplis dans l'application des mesures gouvernementales de contrôle; mise sur pied d'institutions chargées de

Partie II

gérer l'élimination des SAO; élaboration de procédures d'accréditation des techniciens d'entretien dans le secteur de la réfrigération; création de mécanismes visant à informer le public sur les contrôles des SAO; autres activités de surveillance.

6. Sous la rubrique "Contrôles gouvernementaux", les progrès réalisés dans la mise en œuvre des quatre politiques de contrôle font l'objet d'un suivi et les pays doivent fournir une mise à jour sur ces politiques pour fins de comparaison avec les mesures proposées dans les programmes de pays.

Résultats de l'analyse de la Partie I du document

7. Les résultats présentés dans la Partie I sur la capacité des pays visés à l'article 5 de respecter les mesures initiales de contrôle du Protocole de Montréal ont fourni une partie des données de l'analyse.

Indicateurs

8. Dans la présente analyse, les indicateurs suivants ont été utilisés:

- (a) La capacité de réaliser la conformité au Protocole de Montréal est déterminée par la capacité de respecter les obligations de gel pour les CFC, les halons et le bromure de méthyle.
- (b) L'application de mesures de contrôle par un pays est indiquée par l'état de la mise en œuvre de quatre mesures. Ces quatre mesures ont également été utilisées dans les rapports sur la mise en œuvre des programmes de pays pour évaluer les progrès réalisés dans l'application de politiques de contrôle:
 - (i) Permis généraux/spéciaux visant l'importation (production et exportation) ou la vente de SAO en vrac;
 - (ii) Permis généraux/spéciaux visant l'importation (production et exportation) ou la vente de produits et d'équipements contenant des SAO;
 - (iii) Interdiction visant l'importation ou la vente de SAO en vrac;
 - (iv) Interdiction visant l'importation ou la vente de produits et d'équipements contenant des SAO.

Méthodologie

9. Lors de l'examen visant à déterminer l'impact de la promulgation des politiques et la capacité d'un pays à réaliser la conformité, les pays sont groupés en trois catégories selon l'état de la mise en œuvre des mesures gouvernementales. Ces données sont présentées avec les

données sur la capacité du pays à atteindre la conformité. L'hypothèse fondamentale est que la promulgation de mesures gouvernementales augmentera la capacité d'un pays à atteindre la conformité. Les trois groupes sont classés de la manière suivante:

- Groupe I: pays ayant déclaré avoir adopté au moins une des quatre mesures au cours de l'une des années, de 1997 à 2000;
- Groupe II: pays ayant déclaré ne pas avoir adopté de mesures au cours de l'une des années, de 1997 à 2000;
- Groupe III: pays qui n'ont, soit pas remis de rapport au cours de l'une des années de 1997 à 2000, soit pas remis de rapport sur l'application des mesures.

Les résultats figurent à l'Annexe I.

Limites de l'analyse

10. Le Secrétariat est conscient des limites de la présente analyse.

Disponibilité des données

11. Seuls 16 pays ont transmis des données pour chacune des quatre années couvertes par l'analyse. Par conséquent, il a parfois fallu travailler avec des données portant sur une seule des quatre années, sans savoir si des changements ont eu lieu depuis la communication de ces données. Les données utilisées pour effectuer l'analyse peuvent donc ne pas refléter la situation la plus récente dans certains pays.

12. Un nombre élevé de pays (25) n'ont pas remis de rapport sur la mise en œuvre du programme de pays entre 1997 et 2000 ou ils n'ont pas fait de rapport sur l'application de mesures de contrôle, tel qu'exigé, ce qui limite véritablement la portée de l'analyse.

Evaluation de l'impact de chaque variable sur la conformité

13. La conformité peut être atteinte par l'action de plusieurs variables dont l'assistance du Fonds multilatéral, les politiques et mesures de contrôle, la sensibilisation du public aux questions environnementales, les forces du marché, etc. Il apparaît donc difficile d'établir la contribution exacte de chacun de ces facteurs, à moins de pouvoir effectuer un examen beaucoup plus approfondi que la cette étude de corrélation.

Observations

14. Dans le tableau récapitulatif de l'Annexe II, on observe une corrélation entre la mise en œuvre de politiques de contrôle et la capacité d'un pays de parvenir à la conformité en matière de gel des CFC. Les pays qui ont mis en œuvre au moins une politique de contrôle enregistrent une meilleure performance que le groupe de pays qui n'a pas mis en œuvre de politique de contrôle et que le groupe de pays qui n'a pas communiqué de données.

15. La corrélation n'existe pas dans le cas des halons et du bromure de méthyle.

Conclusions

16. L'analyse effectuée par le Secrétariat, si l'on s'en tient à ces limites, permet de tirer les conclusions suivantes:

La promulgation de mesures par les gouvernements des pays visés à l'article 5 a joué un certain rôle pour permettre aux pays de parvenir à respecter leurs engagements en matière de gel des CFC. Il faudra cependant continuer à surveiller l'impact de ces politiques pour aider les pays à atteindre les objectifs de conformité.

Name of Countries	General/special permit on import or sale of ODS (1.1-1.2)					General/special permit on import or sale of ODS containing equipment (1.3)					Banning import or sale of bulk ODS (1.4-1.7)					Banning import or sale of ODS containing equipment (1.8-1.11)					Chance of compliance with CFC freeze*	Chance of compliance with Halon freeze*	Chance of compliance with Methyl Bromide freeze*	
	Propo sed in CP	Implementation				Propo sed in CP	Implementation				Propo sed in CP	Implementation				Propo sed in CP	Implementation							
		00	99	98	97		00	99	98	97		00	99	98	97		00	99	98	97				
Countries which have implemented at least one policy measure																								
Algeria	Yes	Yes	Yes	Yes	N/A	Yes	No	No	No	N/A	Yes	No	No	No	N/A	Yes	Yes	Yes	Yes	N/A	Yes	Yes	No	
Argentina	Yes	Yes	Yes	Yes	Yes	No	No	No	No	No	Yes	Yes	Yes	Yes	Yes	Yes	Yes	Yes	Yes	Yes	Yes	Yes	No	
Bahrain	Yes	Data	Yes	Yes	Yes	Yes	Data	Yes	Yes	No	Yes	Data	Yes	Yes	Yes	Yes	Data	Yes	Yes	No	Yes	Yes	No	
Bangladesh	Yes		Yes	Yes	No	No		No	No	No	No		Yes	Yes	No	No		Yes	Yes	No	No	n/a	n/a	
Botswana	Yes	No	N/A	N/A	N/A	Yes	No	N/A	N/A	N/A	Yes	No	N/A	N/A	N/A	N/A	Yes	No	N/A	N/A	Yes	Yes	No	
Brazil	Yes	Yes	Yes	Data	N/A	Yes	Yes	Yes	Data	N/A	No	No	No	Data	N/A	No	Yes	Yes	Data	N/A	Yes	Yes	Yes	
Burkina Faso	Yes		Yes	Yes	No	Yes		Yes	Yes	Yes	No		No	No	No	No		No	No	No	Yes	Yes	n/a	
Cameroon	Yes		Yes	Data	Yes	No		Yes	Data	No	No		No	Data	No	Yes		Yes	Data	Yes	No	No	No	
China	Yes		Yes	Data	Yes	Yes		Yes	Data	Yes	Yes		No	Data	No	Yes		Yes	Data	No	Yes		No	
Colombia	Yes	Yes	Yes	Data	No	No	Yes	Yes	Data	No	Yes	No	No	Data	No	Yes	Yes	Yes	Data	No	Yes	Yes	Yes	
Congo PRC	Yes	Yes	Yes	N/A	N/A	Yes	Yes	No	N/A	N/A	No	No	No	N/A	N/A	Yes	Yes	Yes	N/A	N/A	Yes	No	No	
Costa Rica	No	Yes	Yes	Data	No	Yes	Yes	Yes	Data	No	Yes	Yes	Yes	Data	No	Yes	Yes	Yes	Data	No	Yes	n/a	No	
Croatia	Yes	Yes	Yes	Yes	Yes	Yes	Yes	Yes	Yes	No	Yes	Yes	No	No	No	Yes	Yes	Yes	Yes	No	Yes	Yes	Yes	
Cuba	No		Yes	Yes	Data	No		Yes	Yes	Data	No		Yes	Yes	Data	No		Yes	Yes	Data	Yes	n/a	No	
Dominican Republic	No		Yes	Data	N/A	Yes		Yes	Data	N/A	No		No	Data	N/A	Yes		Yes	Data	N/A	No	No	Yes	
Egypt	Yes	Data	Data	Data	Yes	No	Data	Data	Data	No	No	Data	Data	Data	No	No	Data	Data	Data	Yes	Yes	No	No	
El Salvador	Yes	Yes	No	No	No	No	No	No	No	No	Yes	No	No	No	No	Yes	No	No	No	No	Yes	Yes	No	
Fiji	Yes		N/A	Yes	Data	Yes		N/A	Yes	Data	Yes		N/A	Yes	Data	Yes		N/A	Yes	Data	Yes	n/a	n/a	
Gambia	Yes	Yes	Yes	Yes	Yes	Yes	Yes	Yes	Yes	Yes	Yes	Yes	Yes	Yes	Yes	Yes	Yes	Yes	Yes	Yes	Yes	n/a	n/a	
Ghana	Yes	Yes	Yes	Yes	Data	No	No	No	No	Data	Yes	No	No	No	Data	Yes	No	No	No	Data	No	n/a	n/a	
Guatemala	No		Yes	Yes	Data	No		No	No	Data	No		Yes	Yes	Data	No		Yes	Yes	Data	Yes	Yes	No	
Guyana	Yes	Yes	Yes	Data	Data	Yes	Yes	Yes	Data	Data	No	Yes	Yes	Data	Data	No	Yes	Yes	Data	Data	Yes	No	Yes	
India	Yes	Yes	Yes	Yes	Data	No	Yes	Yes	No	Data	No	No	No	No	Data	No	No	No	No	Data	Yes	No	n/a	
Indonesia	Yes	Data	Yes	N/A	N/A	No	Data	No	N/A	N/A	Yes	Data	No	N/A	N/A	No	Data	Yes	N/A	N/A	Yes	Yes	Yes	
Iran	No	No	Yes	Data	Data	No	No	Yes	Data	Data	No	No	Yes	Data	Data	No	No	Yes	Data	Data	Yes	Yes	No	
Jamaica	Yes	Yes	Yes	Yes	Yes	No	No	Yes	Yes	Yes	Yes	Yes	Yes	No	No	Yes	Yes	Yes	Yes	Yes	Yes	Yes	Yes	
Jordan	Yes	Yes	Yes	N/A	Yes	No	Yes	Yes	N/A	No	Yes	No	No	N/A	No	Yes	Yes	Yes	N/A	No	Yes	Yes	Yes	
Korea DPR	No	Yes	Yes	Yes	Data	No	Yes	Yes	Yes	Data	No	Yes	No	No	Data	No	No	No	No	Data	Yes	n/a	n/a	
Lebanon	Yes	Yes	Yes	Yes	Yes	Yes	No	Yes	Yes	Yes	Yes	Yes	Yes	Yes	Yes	Yes	No	Yes	Yes	Yes	Yes	n/a	Yes	
Macedonia	Yes	Yes	Yes	Yes	Data	Yes	Yes	Yes	Yes	Data	No	No	No	No	Data	No	No	No	No	Data	Yes	Yes	No	
Malawi	Yes		N/A	Yes	Yes	No		N/A	No	No	Yes		N/A	Yes	No	Yes		N/A	Yes	Yes	Yes	n/a	No	
Malaysia	Yes	Data	N/A	Yes	Yes	No	Data	N/A	No	No	Yes	Data	N/A	Yes	Yes	Yes	Data	N/A	Yes	Yes	Yes	Yes	No	
Mauritius	Yes	Yes	Yes	Yes	Yes	No	No	Yes	Yes	No	No	No	No	No	No	Yes	Yes	Yes	Yes	Yes	Yes	n/a	Yes	
Mexico	Yes	Yes	Yes	Yes	Yes	No	No	Yes	Yes	Yes	No	No	Yes	Yes	Yes	No	No	Yes	Yes	Yes	Yes	No	Yes	
Nicaragua	No		Yes	Data	N/A	No		No	Data	N/A	No		No	Data	N/A	No		No	Data	N/A	Yes	n/a	No	
Niger	Yes		Yes	N/A	Data	No		No	N/A	Data	Yes		Yes	N/A	Data	No		No	N/A	Data	No	n/a	n/a	
Pakistan	No	Yes	N/A	Yes	Data	No	No	N/A	No	Data	No	No	N/A	No	Data	No	Yes	N/A	No	Data	Yes	Np	Yes	
Panama	Yes	Yes	Yes	Data	Data	Yes	Yes	Yes	Data	Data	Yes	Yes	Yes	Data	Data	Yes	Yes	Yes	Data	Data	Yes	n/a	Yes	

Name of Countries	General/special permit on import or sale of ODS (1.1-1.2)					General/special permit on import or sale of ODS containing equipment (1.3)					Banning import or sale of bulk ODS (1.4-1.7)					Banning import or sale of ODS containing equipment (1.8-1.11)					Chance of compliance with CFC freeze*	Chance of compliance with Halon freeze*	Chance of compliance with Methyl Bromide freeze*
	Proposed in CP	Implementation				Proposed in CP	Implementation				Proposed in CP	Implementation				Proposed in CP	Implementation						
		00	99	98	97		00	99	98	97		00	99	98	97		00	99	98	97			
Papua New Guinea	Yes		N/A	Yes	N/A	No		N/A	No	N/A	No		N/A	No	N/A	Yes		N/A	Yes	N/A	No	n/a	Yes
Peru	No	Yes	No	No	No	No	Yes	No	No	No	No	Yes	No	No	No	No	Yes	No	No	No	No	n/a	No
Philippines	Yes		Yes	Yes	Data	No		No	No	Data	Yes		Yes	Yes	Data	No		No	Yes	Data	Yes	Yes	Yes
Romania	Yes		N/A	Yes	Data	Yes		N/A	Yes	Data	No		N/A	No	Data	Yes		N/A	No	Data	Yes	Yes	Yes
Sri Lanka	Yes	Data	Data	N/A	Yes	Yes	Data	Data	N/A	Yes	Yes	Data	Data	N/A	No	Yes	Data	Data	N/A	No	Yes	n/a	No
Sudan	Yes		Data	Yes	Yes	Yes		Data	No	No	Yes		Data	No	No	Yes		Data	No	No	Yes	Yes	Yes
Syria	Yes	Yes	Yes	Yes	Data	Yes	Yes	Yes	Yes	Data	Yes	No	No	No	Data	Yes	Yes	Yes	Yes	Data	Yes	Yes	Yes
Thailand	Yes	Yes	Data	Yes	Yes	Yes	Yes	Data	No	No	Yes	No	Data	No	No	Yes	Yes	Data	Yes	Yes	Yes	No	n/a
Tunisia	Yes	Yes	Yes	Yes	Yes	No	No	No	No	No	No	No	No	No	No	No	No	No	No	No	Yes	Yes	No
Turkey	No		Yes	Data	Data	No		Yes	Data	Data	No		Yes	Data	Data	No		Yes	Data	Data	Yes	Yes	Yes
Uganda	No		Data	Yes	Yes	No		Data	Yes	Yes	No		Data	No	No	No		Data	No	No	Yes	n/a	No
Uruguay	Yes	No	No	Data	No	Yes	No	No	Data	No	Yes	Yes	Yes	Data	Yes	Yes	No	No	Data	No	Yes	n/a	No
Venezuela	Yes	Yes	Yes	Data	Yes	Yes	No	Yes	Data	No	Yes	Yes	Yes	Data	No	Yes	Yes	Yes	Data	Yes	Yes	n/a	Yes
Vietnam	Yes	Yes	No	No	Data	No	No	Yes	No	Data	No	No	No	No	Data	No	No	Yes	Yes	Data	Yes	No	Yes
Yemen	Yes		N/A	No	No	No		N/A	No	No	Yes		N/A	No	No	No		N/A	Yes	Yes	No	No	Yes
Zimbabwe	Yes	No	Yes	Yes	Yes	Yes	No	Yes	Yes	No	Yes	No	Yes	No	No	Yes	No	Yes	Yes	Yes	Yes	Yes	Yes
Countries which have not implemented any of the policy measure																							
Benin	Yes	N/A	Data	Data	No	No	N/A	Data	Data	No	No	N/A	Data	Data	No	Yes	N/A	Data	Data	No	Yes	Yes	n/a
Central African Republic	Yes	No	Data	No	No	Yes	No	Data	No	No	Yes	No	Data	No	No	No	No	Data	No	No	Yes	n/a	n/a
Chile	Yes	No	Data	No	No	No	No	Data	No	No	Yes	No	Data	No	No	Yes	No	Data	No	No	Yes	Yes	Yes
Cote d'Ivoire	No		N/A	No	Data	Yes		N/A	No	Data	No		N/A	No	Data	No		N/A	No	Data	Yes	n/a	Yes
Ethiopia	No		N/A	Data	No	No		N/A	Data	No	N/A		N/A	Data	No	Yes		N/A	Data	No	No	Yes	No
Guinea	Yes	No	No	No	Data	Yes	No	No	No	Data	Yes	No	No	No	Data	Yes	No	No	No	Data	Yes	Yes	n/a
Mali	Yes	No	No	No	Data	Yes	No	No	No	Data	No	No	N/A	No	Data	No	No	N/A	No	Data	Yes	n/a	n/a
Mauritania	Yes		No	N/A	N/A	Yes		No	N/A	N/A	No		No	N/A	N/A	No		No	N/A	N/A	Yes	n/a	n/a
Morocco	Yes	N/A	Data	N/A	No	Data	N/A	Data	N/A	No	No	N/A	Data	N/A	No	No	N/A	Data	N/A	No	Yes	Yes	Yes
Namibia	No	No	Data	Data	No	No	No	Data	Data	No	No	No	Data	Data	No	No	No	Data	Data	No	No	Yes	n/a
Paraguay	Yes		No	No	Data	Yes		No	No	Data	Yes		No	No	Data	Yes		No	No	Data	No	n/a	Yes
Senegal	Yes		N/A	No	Data	Yes		N/A	No	Data	Yes		N/A	No	Data	Yes		N/A	No	Data	Yes	n/a	Yes
Seychelles	No	Data	N/A	No	Data	No	Data	N/A	No	Data	No	Data	N/A	No	Data	No	Data	N/A	No	Data	Yes	n/a	n/a
Swaziland	Yes	Data	N/A	N/A	No	No	Data	N/A	N/A	No	Yes	Data	N/A	N/A	No	Yes	Data	N/A	N/A	No	Yes	n/a	No
Tanzania	Yes		Data	Data	No	Yes		Data	Data	No	Yes		Data	Data	No	Yes		Data	Data	No	Yes	Yes	n/a
Trinidad & Tobago	Yes		No	No	No	Yes		No	No	No	No		No	No	No	Yes		No	No	No	Yes	Yes	No
Zambia	Yes		No	Data	Data	Yes		No	Data	Data	Yes		No	Data	Data	Yes		No	Data	Data	Yes	n/a	No
Countries which only submit the data part of the report but not the administrative and supportive actions																							
Antigua & Barbuda	Data		Data	Data	N/A	Data		Data	Data	N/A	Data		Data	Data	N/A	Data		Data	Data	N/A	Yes	Yes	n/a
Bahamas	Data	N/A	N/A	Data	Data	Data	N/A	N/A	Data	Data	Data	N/A	N/A	Data	Data	Data	N/A	N/A	Data	Data	Yes	n/a	No

Name of Countries	General/special permit on import or sale of ODS (1.1-1.2)					General/special permit on import or sale of ODS containing equipment (1.3)					Banning import or sale of bulk ODS (1.4-1.7)					Banning import or sale of ODS containing equipment (1.8-1.11)					Chance of compliance with CFC freeze*	Chance of compliance with Halon freeze*	Chance of compliance with Methyl Bromide freeze*
	Proposed in CP	Implementation				Proposed in CP	Implementation				Proposed in CP	Implementation				Proposed in CP	Implementation						
		00	99	98	97		00	99	98	97		00	99	98	97		00	99	98	97			
Barbados	Data		N/A	Data	N/A	Data		N/A	Data	N/A	Data		N/A	Data	N/A	Data		N/A	Data	N/A	Yes	n/a	No
Bolivia	Data	N/A	Data	Data	Data	Data	N/A	Data	Data	Data	Data	N/A	Data	Data	Data	Data	N/A	Data	Data	Data	Yes	n/a	Yes
Burundi	Data	Data	Data	Data	N/A	Data	Data	Data	Data	N/A	Data	Data	Data	Data	N/A	Data	Data	Data	Data	N/A	Yes	n/a	n/a
Comoros	Data		Data	Data	N/A	Data		Data	Data	N/A	Data		Data	Data	N/A	Data		Data	Data	N/A	Yes	n/a	n/a
Congo RDC	Data	Data	N/A	N/A	N/A	Data	Data	N/A	N/A	N/A	Data	Data	N/A	N/A	N/A	Data	Data	N/A	N/A	N/A	Yes	Yes	n/a
Dominica	Data		N/A	N/A	Data	Data		N/A	N/A	Data	N/A		N/A	N/A	Data	N/A		N/A	N/A	Data	Yes	n/a	n/a
Gabon	Data	Data	Data	Data	N/A	Data	Data	Data	Data	N/A	Data	Data	Data	Data	N/A	Data	Data	Data	Data	N/A	No	n/a	n/a
Georgia	Data	Data	Data	Data	Data	Data	Data	Data	Data	Data	Data	Data	Data	Data	Data	Data	Data	Data	Data	Data	Yes	n/a	n/a
Honduras	Data	Data	Data	Data	Data	Data	Data	Data	Data	Data	Data	Data	Data	Data	Data	Data	Data	Data	Data	Data	Yes	n/a	No
Mongolia	Data	Data	Data	Data	N/A	N/A	Data	Data	Data	N/A	Data	Data	Data	Data	N/A	Data	Data	Data	Data	N/A	No	n/a	n/a
Nigeria	Data		N/A	Data	N/A	N/A		N/A	Data	N/A	Data		N/A	Data	N/A	Data		N/A	Data	N/A	No	No	n/a
Qatar	Data	Data	N/A	N/A	N/A	Data	Data	N/A	N/A	N/A	Data	Data	N/A	N/A	N/A	Data	Data	N/A	N/A	N/A	Yes	No	n/a
Countries which did not submit any reports during 1997-2000																							
Belize	N/A		N/A	N/A	N/A	N/A		N/A	N/A	N/A	N/A		N/A	N/A	N/A	N/A		N/A	N/A	N/A	No	n/a	n/a
Chad	N/A		N/A	N/A	N/A	N/A		N/A	N/A	N/A	N/A		N/A	N/A	N/A	N/A		N/A	N/A	N/A	No	n/a	n/a
Ecuador	N/A		N/A	N/A	N/A	N/A		N/A	N/A	N/A	N/A		N/A	N/A	N/A	N/A		N/A	N/A	N/A	Yes	Yes	No
Grenada	N/A		N/A	N/A	N/A	N/A		N/A	N/A	N/A	N/A		N/A	N/A	N/A	N/A		N/A	N/A	N/A	Yes	n/a	n/a
Kenya	N/A		N/A	N/A	N/A	N/A		N/A	N/A	N/A	N/A		N/A	N/A	N/A	N/A		N/A	N/A	N/A	No	Yes	Yes
Lesotho	N/A		N/A	N/A	N/A	N/A		N/A	N/A	N/A	N/A		N/A	N/A	N/A	N/A		N/A	N/A	N/A	Yes		Yes
St Kitts & Nevis	N/A		N/A	N/A	N/A	N/A		N/A	N/A	N/A	N/A		N/A	N/A	N/A	N/A		N/A	N/A	N/A	Yes	n/a	n/a
St Lucia	N/A		N/A	N/A	N/A	N/A		N/A	N/A	N/A	N/A		N/A	N/A	N/A	N/A		N/A	N/A	N/A	Yes	n/a	n/a
St Vincent & Grenadines	N/A		N/A	N/A	N/A	N/A		N/A	N/A	N/A	N/A		N/A	N/A	N/A	N/A		N/A	N/A	N/A	No	n/a	n/a
Western Samoa	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	No	n/a	n/a
Yugoslavia	N/A		N/A	N/A	N/A	N/A		N/A	N/A	N/A	N/A		N/A	N/A	N/A	N/A		N/A	N/A	N/A	Yes	No	n/a

*Source of data: Part I of UNEP/OzL.Pro/ExCom/34/16

Yes: indicates that the country concerned has implemented the policy measure

No: indicates that the country concerned has not implemented the policy measure

Data: indicates that the country submits a report which contains only ODS consumption data but no data on administrative and supportive actions

N/A: indicates that the country did not submit any report during 1997-2000

Annexe II

Tableau récapitulatif

Mesures de contrôle et capacité de mettre en oeuvre la conformité

Groupes	Nb de pays	Gel des CFC				Nb de pays	Gel des halons				Nb de pays	Gel du bromure de méthyle			
		OUI	%	NON	%		OUI	%	NON	%		OUI	%	NON	%
Pays avec au moins une politique de contrôle en place	54	47	87,0	7	13,0	33	23	70	10	30	46	23	50	23	50
Pays sans politique de contrôle en place	17	14	82,4	3	17,6	8	8	100	0	0	9	5	55	4	45
Pays qui n'ont communiqué aucunes données	25	16	64	9	36	7	4	57	3	43	7	3	43	4	57
Total	96	77	80,2	19	19,8	48	35	73	13	27	62	31	50	31	50
